



POLOGNE
Extrem droite et libéraux en cohabitation
 PAGES 8-9

DÉFENSE
Au cœur du «campus de la cyberguerre»
 PAGES 20-21

PS
Olivier Faure a-t-il déjà gagné ?
 PAGES 16-17

VAR Un Tunisien tué, le Parquet antiterroriste se saisit PAGES 14

Libération

**RESTAURATION
 L'ESSOR DES MENUS
 ANTICRISE**

Liberation

M 00135 - 603 - F: 2,80 €

- De plus en plus d'établissements proposent des formules à des tarifs très abordables, attirant une clientèle pour qui aller au restaurant était devenu un luxe.
- «Reprendre le contrôle de ce que l'on mange» : les astuces de «Petite Chef Mumu» et Mohamed Cheikh pour cuisiner moins cher chez soi. PAGES 2-5

ÉDITORIALPar
PAUL QUINIO**Mission**

C'est un signe des temps plus qu'un signe d'antan, d'autant que l'on se méfie, dès qu'il s'agit de cuisine, de ces grands-mères mises sur un piédestal ou de ces odeurs de fourneaux qui forcément sentaient meilleur avant. Le signe des temps? Ces restaurants qui, de plus en plus, à Paris comme à Budos (Gironde), proposent des plats, voire des repas, à l'addition raisonnable, autour de 10 euros, parfois même en dessous. Sans jeter pour autant la qualité avec l'eau du bain-marie.

La vision positive de cette tendance pourrait se résumer en évoquant ces restaurants ouvriers aux nappes à carreaux qu'on ressuscite. Une vision moins nostalgique oblige à dire que si certains restaurateurs proposent ce type de formule, c'est qu'aller au resto est aujourd'hui devenu un luxe pour une part non négligeable de la population.

Les Français étaient d'ailleurs 19 % à déclarer en 2024 ne jamais y aller, soit 4 points de plus qu'il y a dix ans. On parle donc de repas anticrisé et d'inégalités alimentaires qui augmentent. Vraiment pas de quoi se réjouir. La face moins sombre de ce reflet de difficultés sociales indéniables est que cette tendance s'accompagne d'un discours des restaurateurs, avec le relais efficace parfois des réseaux sociaux, que bien manger ne rime pas nécessairement avec dépenses exagérées. Jean-Pierre Coffe le disait à sa manière il y a des années à la télé. Tant mieux si des influenceurs hyperconnectés ou des grands chefs leur embrayent le pas pour rappeler qu'un taboulé industriel sera non seulement plus cher mais moins bon que son petit frère «fait maison». Moins bon au goût, mais moins bon aussi pour la santé. Le «fait maison» ne supposant pas d'avoir passé deux ans chez Ferrandi.

«Il faut reprendre le contrôle de ce que l'on mange», résume pour Libé Chloé Mussler.

Cela suppose évidemment un minimum d'éducation alimentaire. Est-ce la mission d'une école à qui l'on demande toujours plus? Tel qu'elle fonctionne aujourd'hui, sans doute pas. Mais alors que flotte dans l'air une révolution du temps scolaire, le débat pourrait être sur la table... ◀



Le mardi midi, les Poilvé servent jusqu'à 60 couverts dans leur restaurant de Budos (Gironde), trois fois plus qu'un service du midi habituel.

RESTAURANTS

Des «menus anticrisé» pour rebattre les cartes

Afin de séduire une clientèle au pouvoir d'achat contraint, des restaurateurs se mettent à proposer des formules à prix cassés. Si les clients sont au rendez-vous, le concept ne fait pas l'unanimité parmi les professionnels.



Le menu unique du jour est servi au prix compétitif de 8,90 euros.

Par

JULIETTE DEBORDE

Envoyée spéciale en Gironde

Photos

RODOLPHE ESCHER

D evant leur kir, Josy et Jeanne sont là en habituées. Les deux retraitées, 78 et 85 ans, sont nées à Budos. Jeanne tenait la boulangerie de ce village au milieu des vignes, dans le sud de la Gironde. Depuis, celle-ci a fermé. Il n'y a plus de commerce, à part une petite épicerie et ce restaurant aux volets bleus, L'O&Vin, à deux pas de l'église. Les deux voisines y déjeunent en tête à tête au moins une fois par mois. Uniquement le mardi midi. Ce jour-là, on y sert un menu à prix compétitif: 8,90 euros entrée-plat-dessert. Ce mardi, c'est assiette de charcuteries, côte de porc grillée et panna cotta. Le menu est unique, le choix imposé, mais pour le prix, Josy et Jeanne ne font pas les difficiles. Et puis, elles aiment à peu près tout - «à part les abats», grimace la première. «Avant on venait moins souvent, les prix ne nous le permettaient pas», raconte la coquette septuagénaire, ongles manucurés et pendants d'oreille assortis à son ombre à paupières. Celle qui scrute menus et additions dépense rarement plus de 20 euros par tête pour un restaurant. Un plaisir ex-

ceptionnel devenu accessible depuis la mise en place, cet hiver, de cette formule «anticrise». «Et puis ici, on connaît tout le monde, on discute... Ce qui nous manque, surtout depuis le Covid, c'est ça», glisse la fidèle cliente. Loïc et Laurine Poilvé ont repris ce restaurant au cadre simple et rustique en 2022, à leur retour de la Réunion. Lui est en cuisine, elle en salle. Derrière leur comptoir s'alignent les rhums arrangés. Le couple habite juste au-dessus de l'établissement à la large terrasse ombragée à l'abri de la rue. C'est un reportage télé sur une initiative similaire qui a donné l'idée à Loïc Poilvé de ce menu hebdomadaire à petit prix. «On voulait attirer des gens qui sortent peu ou pas du tout», raconte le patron. Plusieurs personnes nous ont remerciées au moment de payer... Ça faisait longtemps qu'elles n'étaient pas allées au restaurant.»

ON FAIT AVEC LES MOYENS DUBORD

Le mardi midi, le couple sert jusqu'à 60 couverts, trois fois plus qu'un service du midi habituel. Le reste du temps, il faut compter 17,90 euros pour une formule déjeuner, et entre 17 et 19 euros pour un plat. Forcément, le menu du mardi midi est plus basique. En entrée, une terrine de campagne, de la to-

mate-mozza, parfois une soupe à l'oignon. En plat, toujours de la viande ou du poisson. Le patron fait en revanche l'impassé sur les sauces et la salade verte. «On fait avec les moyens du bord», explique le quadra. Le mardi, c'est surtout sur les boissons que les marges se font. Clients fidèles, Francesco et Catherine, 62 ans, «consomment différemment» ce jour-là. «On prend une bière, un verre de vin...» détaille le couple, depuis huit ans dans la région. «C'est un peu comme si on avait un bar et que 50 personnes venaient boire un coup», résume le patron. Françoise et son mari Daniel sont eux aussi au rendez-vous presque chaque mardi. «C'est un bon moyen de se faire plaisir pour un prix modeste», commente l'ancienne formatrice de 68 ans. Le couple habite Budos depuis 1988. Ils se souviennent

«Ces stratégies peuvent se révéler dangereuses quand on n'a pas les reins solides...»

Bernard Boutboul
président du cabinet
de conseil Gira

ment de l'époque où «dans les villages alentour, des restaurants proposaient des menus ouvriers». Tout a fermé. Installées dans la salle du fond, Valérie et Estelle ont roulé des kilomètres en camping-car pour venir déjeuner ici, avant de filer vers la côte Atlantique. Habituel des restos routiers, le couple d'ouvrières du Loiret est à l'affût des bons plans pour «manger à prix raisonnable». Depuis le début de l'année, elles n'ont dîné qu'une seule fois dehors le soir. «Des restos avec des menus comme ça, il en faudrait un par région», plaide Valérie, à condition que les restaurateurs «jouent le jeu» sur la qualité.

Le mardi, Loïc Poilvé doit mettre les bouchées doubles. Son menu unique demande plus de logistique: «D'habitude, je fais mes menus et j'appelle les fournisseurs. Là, c'est l'inverse, j'appelle les commerciaux, je vois sur quoi on peut jouer pour tirer un peu les prix, les promos, les dates courtes...» A ce prix, impossible selon lui de travailler avec des produits locaux. Le maraîcher d'à côté vend bien des tomates, mais elles sont deux fois plus chères que celles de son fournisseur. «Si on avait des salariés, des charges plus lourdes, on ne pourrait pas le faire», explique celui qui se paye un smic à deux avec son épouse. Son offre du mardi devait initialement durer deux mois, mais elle est partie pour durer.

C'EST MOINS CHER QU'AU MCDO !

De la Gironde à la Sarthe, l'idée fait des émules en ces temps de crise. Certains restaurateurs y voient un moyen de faire revenir dans leurs établissements les clients au pouvoir d'achat toujours plus contraint. Selon une récente étude du cabinet de conseil spécialisé dans la restauration Gira, deux tiers des Français ont rogné sur les sorties au restaurant, alors qu'entre fin 2022 et début 2024, les prix affichés à la carte ont grimpé de 20 à 23%, en raison de la hausse des prix des matières premières et de l'énergie. Pour un sondage Ipsos de mai 2024, ce sont quatre Français sur dix qui déclaraient aller moins souvent au restaurant qu'il y a cinq ans, et avoir diminué ce poste de dépenses sur cette période.

De quoi faire gagner du terrain aux fast-foods ou aux bouillons, qui séduisent avec leurs offres adaptées aux petits budgets. Celui qui a inspiré Loïc Poilvé s'est lancé en 2024, en proposant un menu tout compris (même le vin et le café) à 10 euros, dans son hôtel-restaurant de Haute-Vienne, le Bellevue. Une offre servie chaque jour de semaine, en plus du buffet classique à 16,90 euros, dans une salle différente. Un peu «comme la seconde classe dans les trains», compare le patron, Laurent Berger, joint par téléphone. Il est passé de 10 à 70 clients par jour, et a évité la faillite qui le guettait. A Tuffé, dans la Sarthe, une cinquantaine de clients se pressent chaque mercredi midi depuis septembre dernier au Bistrot de l'abbaye, pour la formule plat-dessert-café à 8 euros. Le gérant, Christophe Smith, qui a

repris l'affaire avec son frère en mars 2024, voit dans sa démarche un geste «militant». Parmi ses clients, des retraités avec des petites pensions ou des familles nombreuses qui peuvent de nouveau se permettre une sortie restau. Afin de rentrer dans ses frais, il fait en sorte que le coût des matières premières d'une assiette ne dépasse pas les 3 euros. «Il y a des mercredis où on fait juste l'équilibre, mais ça fait partie du jeu. Tous les jours, ça ne serait pas viable», estime Christophe Smith, dont l'offre devrait évoluer à la rentrée, en passant probablement à 10 euros.

Si le concept remporte l'adhésion des clients, les professionnels, eux, sont loin d'être unanimes. Le président du cabinet de conseil Gira, Bernard Boutboul, voit dans ces offres une forme de dumping, selon lui pas tenable sur la durée. L'Umih, organisation patronale, se montre elle aussi sceptique sur ces initiatives qui ne permettent pas de dégager assez de marge. «Ces stratégies peuvent se révéler dangereuses, surtout quand on n'a pas les reins solides...» craint Bernard Boutboul. Le risque, selon lui : que le restaurant soit déserté le reste de la semaine, et que les clients ne reviennent pas le jour où l'offre anticrise prend fin. Selon l'expert, ces menus floutent aussi «la notion de prix juste»: «Les consommateurs vont se dire que le restaurateur est capable de gagner de l'argent à ce prix, et donc qu'avant, ils se faisaient avoir!» Reste que quand il s'agit de choisir un restaurant, «le prix est aujourd'hui le critère numéro 1, alors qu'il y a dix ans, il arrivait après le contenu de l'assiette», concède le spécialiste. Selon une étude menée par son cabinet en 2024, 19% des Français ne vont jamais au restaurant, en augmentation de 4 points ces dix dernières années. Pour lui, ces offres à prix bas visent plutôt les «CSP-», les classes les plus favorisées préférant «déstructurer» leur repas, en sortant autant, mais en commandant moins.

Dans la file qui s'étire devant le restaurant 6,90, dans le quartier du Sentier, à Paris, les profils sont en tout cas variés. L'établissement, qui se présente comme «le bistrot le moins cher» de la capitale, ne désemplit pas depuis son ouverture en mars. Il est à peine 11h 30 ce mercredi et les clients s'impatientent déjà devant la petite échoppe colorée. Laure et Sarah sont venues avec leurs enfants. Ce qui les a attirées? «Le prix!» répondent en cœur les deux habitantes du quartier. C'est l'argument de vente numéro 1, décliné partout, des affiches à l'identité visuelle chiadée aux posts sur les réseaux sociaux: un plat unique, saucisse-purée ou lasagnes végétariennes, à 6,90 euros. «C'est imbattable, c'est moins cher que le McDo!» s'enthousiasme Laure. Dans ce quartier central, rares sont les bistrots qui affichent des plats à moins de 15 euros. A l'intérieur, le décor joue à fond la carte de la nostalgie, avec ses nappes à carreaux et ses affiches à l'esthétique Suite page 4

Suite de la page 3 vintage. «On veut créer une ambiance comme à la maison», déroule le cofondateur du lieu, Matteo Balavoine, avant le coup de feu. A 23 ans, celui qui termine ses études en école de commerce, s'est associé avec Jade Frommer, entrepreneuse dans la restauration. Leur établissement est loin d'être spacieux – quelques dizaines de tables – mais envoie environ 300 couverts par jour. «Le secret, c'est le volume, c'est ça qui permet de dégager de l'argent», décrit le jeune homme, en montrant les grands ré-

chauds façon traiteur alignés sur le comptoir. C'est là que l'on passe sa commande, servie en un clin d'œil. Un moyen d'économiser des frais de personnel.

PLUS MÉMORABLE POUR LE PRIX

Matteo Balavoine a rempli des lignes d'Excel pour comparer les prix de chaque producteur et fournisseur. Pas question cependant de rognier sur la qualité. «Tout est fait maison, avec des produits français», insiste Matteo Balavoine, qui fait

venir ses saucisses artisanales d'Aveyron. Faute de place, les plats sont préparés dans une cuisine «dé-localisée», dans le quartier, et livrés à vélo, avant un déménagement prochain, dans un local plus grand. S'il réfute vouloir se la jouer «Robin des bois de la restauration», Matteo Balavoine constate chez ses clients une «perte de sens» face aux prix pratiqués ailleurs: «Ce n'est pas normal de payer des plats simples à 19 euros.»

Depuis dix mois en France, Alexandra, Québécoise de 25 ans, n'a ja-

mais mis les pieds dans un bistrot parisien. La doctorante en histoire ne fréquente que les restaurants asiatiques, plus abordables, ou le Crous. Ce midi, elle a tout de même craqué, comme la plupart des clients, pour le dessert, une mousse au chocolat à 2,90 euros. Un peu décevante, contrairement à la saucisse au couteau bien tendre. L'ensemble reste plus mémorable pour le petit prix que pour le goût. C'est aussi l'avis de nos voisins de tablée, un couple de Rouennais en escapade à Paris pour la journée. On n'a

pas vraiment le temps de sympathiser: une fois attablé, personne ne s'attarde longtemps. De nouveaux clients se pressent à l'entrée, il est temps de débarrasser son plateau. On repart l'estomac rempli, et le porte-monnaie pas trop dégarni. ➤

L'O & Vin : 2, rue du 14 Juillet, 33720 Budos
Le Bistrot de l'abbaye : 4, place du général Leclerc, 72160 Tuffé-Val-de-la-Chéronne
Le Bellevue : 2, avenue de Limoges, 87250 Bessines-sur-Gartempe
6,90 : 3, rue Poissonnière, 75002 Paris



Chloée Mussier et Mohamed Cheikh à Paris en mai.

«On n'est pas obligé de claquer un smic pour bien manger»

Alors que l'inflation et la hausse des inégalités font d'une sortie au restaurant un luxe, le vainqueur de «Top Chef» Mohamed Cheikh et l'influenceuse «Petite Chef Mumu» veulent démocratiser la bonne bouffe pour «reprendre le contrôle» sur notre alimentation.

A partir de quel prix une bonne table devient-elle inaccessible: 15, 20, 30 euros? Dans une France où un ménage sur deux considère que sortir au restaurant est un luxe, le chef Mohamed Cheikh et l'influenceuse Chloée Mussier – alias «la Petite Chef Mumu» – tentent une équation difficile: allier qualité et prix abordable tout en éduquant à la bonne bouffe. Lui, gamin de Fontenay-sous-Bois sacré roi de *Top Chef* en 2021, a enchaîné les restaurants éphémères avant

d'ouvrir *Meïda* à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) et de lancer *Chik'Chill*, une enseigne de street food à Créteil (Val-de-Marne). Elle, originaire d'Esmery-Hallon, petit village de Picardie, a conquis 600 000 abonnés sur Instagram avec ses recettes végétariennes filmées aux côtés de sa mère et sa grand-mère. Entre inflation et inégalités qui se creusent, ils incarnent une génération de cuisiniers en quête d'un impossible équilibre. Peut-on vraiment concilier gourmandise et éthique? Le bien-manger

restera-t-il l'apanage des classes privilégiées?

Vos engagements respectifs prennent racine dans vos histoires personnelles. Mohamed, pourquoi avoir appelé votre restaurant Meïda, «la table» en arabe?

Mohamed Cheikh: Parce que la nourriture rassemble. Quelle que soit la culture, l'origine, la religion, on se retrouve tous autour d'une table pour partager. «*Meïda*» évoque cette table basse conviviale du Maghreb ou d'Asie, où l'on mange au sol,

avec les mains. Mais au-delà du symbole, il y a un choix économique. Moi, j'ai toujours travaillé dans des établissements où je n'avais jamais pu mettre les pieds faute de moyens. Alors quand j'ai ouvert *Meïda*, je me suis dit que c'était un message pour ceux qui ont cru en moi: rester accessible. C'est ma façon de rendre la pareille.

Pourtant, votre menu déjeuner coûte 19,50 euros. Pour un étudiant ou une famille qui compte, ça reste cher, non? Même

pour de la cuisine Top Chef.

M.C.: (Rires.) Effectivement, ces 19,50 euros font parler... En vrai, servir un menu avec une éthique de chef, en respectant les saisons et la qualité des produits, c'est un sacré défi. Le problème, ce n'est pas tant le coût des aliments que leur transformation. Pour allier qualité et rester abordable, on mise sur des produits que les gens bougent: maquereau, ombrine, bavette, pois chiche... Mais tenir un restaurant, ça coûte cher. Entre les charges et notre volonté de bien faire – salaires corrects, horaires respectés – forcément, ça a un impact sur le tarif final.

Néanmoins, quand on a grandi en banlieue, que nos parents nous emmenaient au Flunch – pour nous, c'était ça le restaurant –, on sait ce que représentent 20 euros. Je suis issu de l'immigration, et à force de subir les remarques, tu finis par vouloir prouver que tu es aussi français que les autres. Alors quand je voyais à la télé des palaces comme le Royal Monceau, le Ritz, je me suis dit que j'allais faire partie de ces gens-là. J'ai commencé comme commis chez Alain Senderens, deux étoiles Michelin, avec le chef Jérôme Banctel. Je me souviens qu'il me pose un cochon de lait entier sur le plan de travail et me dit: «*Tu me le prépares, il faut que tu me brûles les poils.*» J'avais pas réussi à aller au bout ce jour-là, mais je savais que j'étais au bon endroit.

Chloée, vous, c'est par les réseaux sociaux que vous partagez cette passion.

Comment cette cuisine à trois voix, à trois générations, a-t-elle commencé?

Chloée Mussier: Ma mère est tombée malade et a fait le choix de retourner vivre à la campagne pour m'élever – seule, comme ma grand-mère avant elle. Elle tenait un petit commerce de bouche dans le village, et elle a toujours voulu bien cuisiner. Nous habitions à la campagne avec un jardin. Elle allait chercher son lait à la ferme pour faire ses yaourts. J'ai toujours baigné dans cette

culture du «fait maison». C'est comme ça que tout est né, cette envie de partager des recettes accessibles.

Environ 11 millions de vues pour votre grand-mère qui cuisine un repas familial avec 5 euros: comment expliquez-vous cette viralité?

C.M.: Je ne m'y attendais pas du tout. Depuis, j'ai repris le concept et toutes mes vidéos avec le défi des 5 euros cartonnent. Visualiser concrètement l'argent comme ça, ça interpelle immédiatement. On a du mal à y croire, c'est même un peu choquant. Cette fois-là, c'était des œufs cocotte au chou-fleur curry, une recette assez simple. Mon but, c'est de montrer qu'on n'est pas obligé de claquer un smic pour bien manger. Et Instagram permet de créer une vraie conversation: en commentaires, les gens débattent selon leur région, leurs moyens. Parce que finalement, pouvoir choisir ce qu'on mange reste un privilège. Un Français sur deux considère qu'aller au restaurant est un luxe. Chez nous par exemple, on ne mangeait pas énormément de viande, faute de moyens. C'est pour ça que je trouve ces échanges si importants.

Cette question du pouvoir d'achat alimentaire devient politique. On parle notamment de sécurité sociale de l'alimentation...

C.M.: Exactement. L'idée que l'Etat pourrait garantir l'accès de tous à une alimentation de qualité. Quand on voit les prix des légumes bio ou même simplement de saison, on comprend que c'est devenu un enjeu de société.

Concrètement, ça ressemblerait à quoi selon vous? Des chèques alimentation? Des cantines publiques pour tous?

C.M.: Le problème, c'est qu'on a perdu les bases. Il faut d'abord revenir à l'éducation alimentaire, aux choses simples. Moi, je pense qu'on devrait donner des cours de cuisine à l'école. Parce que regardez: quand tu achètes une barquette de taboulé à 5,60 euros au supermarché, c'est de la semoule, du concombre, un poivron et une vinaigrette au citron. Tu peux t'en faire un bac trois fois plus grand pour moins cher. Pour les étudiants qui achètent des gnocchis tout prêts ou même un sandwich: achète ton pain, ton beurre, ton jambon, tes crudités. Tu verras qu'avec le prix d'un sandwich triangle, tu peux te faire tes repas pour toute la semaine si tu sais t'y prendre.

Pour leur donner des idées: le défi des 5 euros, ça donne quoi en version chef?

C.M.: Les meilleurs plats de notre vie, on les a tous mangés chez nos grands-mères!



PARTICIPEZ À LA GRANDE BOUFFE DE «LIBÉ»

La rédaction de Libé vous attend samedi à la Communale de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) pour la «Grande Bouffe» : cueillette, cuisine végane, anti-gaspillage et banquet orchestré par Chef Damien. Entre ateliers pratiques et débats, venez réinventer l'art de bien manger. Puis, la soirée continue avec Libé. Au programme, le live de l'artiste camerounaise Uzi Freyja, puis des DJ sets du boss du label Principe, DJ Marfox, et de Ohjeelo. Inscrivez-vous avec le QR code ci-dessus.

M.C.: Des haricots blancs à la tomate avec cumin, herbes, citron, olives et sardines grillées.

C.M.: Voilà! Utiliser des produits simples et les sublimer. C'est d'ailleurs tout le défi face à la malbouffe industrielle.

Face à cette facilité industrielle que vous dénoncez, quels sont vos leviers d'action concrets?

C.M.: C'est là qu'interviennent les réseaux sociaux! Je reçois beaucoup de messages de personnes qui me disent que mes vidéos ont allégé leur charge mentale de cuisiner. Le problème, c'est que les gens veulent bien s'alimenter mais manquent de temps et de bases culinaires. Parfois, rien que l'expression «émincer les poireaux» les décourage. Du coup, j'adapte mon contenu. Moi-même, j'aurais envie de faire des gâteaux avec des poches à douille, mais je me retiens pour ne pas intimider. Je contourne aussi le système avec les paniers antigaspillage: des légumes «moches» parfaitement consommables. Il y a 30% de gaspillage alimentaire notamment parce qu'une pomme de terre a une forme bizarre.

Cette question du gaspillage révèle un système à repenser?

C.M.: Le problème, c'est que ces légumes n'arrivent même pas jusqu'à nous, ils sont écartés directement à la production. Les agriculteurs ne peuvent pas produire et vendre en même temps, ils sont pris dans un système industriel. Nous, on aimerait bien travailler en circuit court, mais on se heurte aux volumes. On fait 350 couverts par jour, mon petit pêcheur normand n'arrive pas à suivre.

C.M.: Notre rôle, c'est surtout de démythifier tout ça. Le Covid a créé un déclic: les gens se reconnectent aux produits bruts. C'est ça, la vraie révolution: reprendre le contrôle de ce qu'on mange.

Cette révolution du «fait maison» dont vous parlez, elle vient d'où chez vous?

M.C.: Les meilleurs plats de notre vie, on les a tous mangés chez nos grands-mères!

der en cuisine. Pour goûter, je n'avais pas vraiment un palais, mais je lui disais: «Il manque un peu de sel, un peu de poivre.» Elle m'a transmis ses racines culinaires algériennes: le couscous, la chorba, le berkoukes... Né en 1992, j'ai aussi grandi devant la télé: Maïté, Jean-Pierre Coffe, Joël Robuchon. D'un côté les saveurs de mon enfance, de l'autre la gastronomie française. Les deux m'ont marqué, mais à l'époque je ne me doutais pas que j'allais les mélanger un jour.

C.M.: Cette transmission par les grands-mères, c'est universel. La mienne aussi sait faire des merveilles avec trois fois rien.

Créer du contenu engagé tout en vivant des partenariats, c'est gérable?

C.M.: C'est très difficile. Au début, je me posais moins de questions. Maintenant, je suis plus regardante sur les partenariats. C'est une question d'éthique personnelle. Je vois des collègues collaborer avec Coca-Cola, c'est impossible pour moi.

M.C.: J'entends votre malaise, mais il ne faut pas culpabiliser. On a choisi d'être créateurs de contenu ou entrepreneurs, on a le droit de vivre de notre travail! Collaborer avec une marque qui correspond à notre éthique, où est le mal?

C.M.: Voilà, il faut choisir avec qui et pourquoi nous collaborons.

M.C.: Bien sûr, pour acheter des produits, payer des équipes, il faut de l'argent. On a essayé les livres de cuisine,

mais les gens ne s'y intéressent pas puisqu'ils ont le contenu gratuit.

Si vous deviez mesurer votre impact dans cinq ans, ce serait quoi votre indicateur de réussite? Plus de familles qui cuisinent? Des prix qui baissent?

C.M.: Pour moi, c'est simple, si je vois plus de gens qui reprennent confiance en cuisine, qui osent se lancer, c'est gagné. Mon but, c'était vraiment d'ajouter ma pierre à l'édifice.

M.C.: On a un rôle à jouer, c'est sûr. Moi j'ai envie de montrer qu'on peut être français, fier de nos origines, et rendre la gastronomie accessible.

*Recueilli par
YOANN DUVAL
Photo ARTHUR MERCIER*

-20%
par trajet*

Paris - Londres
Billets adultes
Jusqu'au 07/06
Hors Eurostar Premier

 eurostar

*Voyages entre le 24/06 et le 09/09. Voir conditions sur eurostar.com
EIL SA immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles n°2462001, Kings Place, 90 York Way, Londres N1 9AG, Royaume-Uni.
THI FACTORY SA, BE0541.696.005, Place Marcel Broodthaers 4 - 1060 Bruxelles, Belgique.

EDITOS /



Donald Trump
à la Maison Blanche
le 21 mai. PHOTO KEVIN
LAMARQUE. REUTERS

Donald Trump, ou l'autoritarisme à visée hégémonique

Par **SERGE JULY**
Cofondateur de «Libération»

A Munich, au début de l'année 2025, le nouveau vice-président américain, l'idéologue J.D. Vance, avait déclaré que le danger pour l'Europe venait de l'intérieur. En réalité, le danger vient non seulement de l'extérieur, mais des Etats-Unis eux-mêmes, qui veulent rompre avec leur plus vieil allié et en conséquence attaquent sur le fond tout ce qu'il fait, y compris soutenir l'Ukraine face au meilleur ami de Trump, Vladimir Poutine.

Mais toucher à l'Europe n'est pas simple pour les Etats-Unis, car il s'agit d'une très vieille et très amicale histoire. Une relation unique lie les Etats-Unis à l'Europe, et réciproquement.

Les soldats français sont venus combattre les Britanniques pour soutenir la liberté américaine, la révolution française s'est inspirée de la révolution américaine, une partie de l'Europe violentée a trouvé refuge aux Etats-Unis, puis les militaires américains sont venus au secours de l'Europe pendant deux guerres mondiales. Et après 1945, l'Europe et les Etats-Unis ont fait front commun contre la Russie stalinienne, avant que celle-ci abandonne le communisme. Mais la bande à Trump a un remède pour soigner ce «malade européen». Le gouvernement américain défend aujourd'hui une «alliance civilisationnelle», regroupant des partis d'extrême droite, partageant des valeurs chrétiennes fondamentales. Il faut lire dans la re-

vue *le Grand Continent* l'analyse de l'appel américain, qui reprend l'argumentaire de la droite religieuse au pouvoir à Washington, à «*un changement de régimes politiques en Europe*». Ses destinataires? Le RN français, l'AfD allemande, le PiS polonais, le parti Reform UK de Nigel Farage et bien sûr le Fidesz hongrois dirigé par

Le trumpisme entend limiter tous les contrepouvoirs qui ont fait la force de la constitution américaine.

Viktor Orbán. Selon ces apprentis autocrates, «*l'Europe menacerait la liberté d'expression*», en instaurant une régulation des contenus du numérique – et en particulier des fake news. L'Europe serait aussi «*en train d'étouffer la démocratie*», avec en appui de cette thèse les contre-exemples que seraient les référendums organisés par les Russes en Ukraine, tous gagnés par Poutine, alors que les Russes sont des spécialistes et une référence planétaire sur le plan de la manipulation électorale!

La droite chrétienne – depuis Reagan dans les années 80 – est devenue un pilier inconditionnel du Parti républicain trumpisé. La société la plus matérialiste et la plus individualiste de la terre est désormais acquise à la *Christian*

Right, mouvement notoirement anti-avortement – même en cas de viol – anti-contraception, anti-mariage pour tous, pro-créationnisme, cette théorie selon laquelle Dieu aurait créé tout l'univers et toutes les espèces vivantes d'un seul coup. Cette idéologie jette aux orties Darwin, le père de la théorie de l'évolution qui incarne la science, alors que le créationnisme appartient à l'obscurantisme. Et si Trump a désigné le descendant des Kennedy comme ministre de la Santé, c'est parce qu'il est contre les vaccins et est nettement plus proche de Didier Raoult que de Louis Pasteur. La National Science Foundation, créée en 1950, qui a permis aux Etats-Unis de jouer un rôle majeur dans l'innovation mondiale et où travaillent aujourd'hui 1700 personnes, est de son côté menacée. Le Doge d'Elon Musk vient de réduire son budget de 55%, avec le licenciement d'un chercheur sur deux. Le président de cette fondation, emblématique chercheur en informatique, vient d'ailleurs de donner sa démission. C'est une catastrophe pour la recherche fondamentale aux Etats-Unis. Simultanément, le trumpisme, très fan des démocraties illibérales (ces coalitions politico-religieuses qui mixent le national-populisme et l'autoritarisme) entend limiter tous les contrepouvoirs qui ont fait la force de la constitution américaine. Il s'attaque à la justice, malmène son indépendance et l'idée même d'égalité devant la loi. Et après le blocage par la justice de ses décrets sur les droits de douane ou sur l'expulsion des étudiants étrangers, le président américain a traité les juges de «gauchistes». En mettant en scène la signature quotidienne de ses décrets, Trump se conduit comme un dictateur disposant d'un pouvoir absolu. Il se voit comme le père de la nation, évidemment élu à vie, qui n'aurait de compte à rendre à personne mais qui disposerait d'un passe-droit absolu sur le temps, sur les institutions, sur la justice et plus largement sur l'Etat de droit. ◀

Victoire du PSG: la «fête», ce déversoir de la violence masculine

Par **JOHANNA LUYSEN**
Cheffe du service Société

«Quand on me demande ma plus grande peur, mais que je peux pas répondre les hommes un soir de match, donc je dis les serpents.» Relayant une vidéo du journaliste Rémy Buisine, le compte Instagram féministe de @bonneamarier publie ces images, maintes fois diffusées depuis la victoire du PSG en finale de la Ligue des champions samedi soir : scènes nocturnes et martiales de violences et de destructions, presque exclusivement masculines. Sous son post, comme un peu partout sur les réseaux, une litanie de commentaires de femmes affligées, effrayées. Et sur les images : des hommes violents dans les rues, violents chez eux, violents tout court.

Si l'on ne dispose pas d'études précises sur l'augmentation de violences conjugales les soirs de match, on sait, comme le rappelait *Libération* en 2021, que le jour de la finale du Mondial 2018, remporté par la France, les plaintes enregistrées pour agressions sexuelles ont explosé, de l'ordre de 150%, soit une multiplication par 2,5 par rapport au même jour un an plus tôt. C'est donc un fait : à chaque match ou presque, à chaque grande messe sportive, il nous faut subir, en plus de l'odeur entêtante de leur urine dispersée aux quatre coins de l'Hexagone, des hommes toxiques qui détruisent au lieu de célébrer. Et surtout, il nous faut assister au spectacle désolant de femmes qui renoncent à investir l'espace public ces nuits-là car leur débauche de virilité et leur décharge de violence ritualisée implique des violences physiques et/ou sexuelles, ainsi que divers comportements nocifs, bien éloignés de la célébration d'un sport par ailleurs magnifique. En matière de délinquance et de criminalité, les chiffres sont têtus, obstinément genrés, et tous vos «Not all men» outragés n'y feront rien. Il est donc peut-être temps de se pencher sérieusement sur la question : oui, «les» hommes sont majoritaires chez les auteurs de violences, et oui, «les» hommes font peur, et oui, on en a marre. L'historienne Lucile Peytavin, autrice du *Coût de la virilité* (ed. Anne Carrière), rappelait dans un entretien au *Monde* qu'ils

sont les auteurs de 99 % des viols, 97 % des agressions sexuelles, 86 % des homicides, 84 % des accidents mortels sur la route, 95 % des vols avec violences. Sachant que, selon ses calculs, 100 milliards d'euros sont dépensés pour répondre aux comportements asociaux de certains hommes, mais, rappelle-t-elle, «beaucoup moins pour prendre en charge les victimes». Au nom des possibles victimes de leurs violences (femmes, personnes LGBT+, enfants), on a d'abord très envie de les voir payer très cher pour les violences qu'ils commettent. Mais il est important de s'affranchir de ce réflexe. Il ne s'agit pas de prôner une surenchère sécuritaire à la Retailleau, vanter le tout-carcéral, mettre tous les hommes en prison, quitte à louer des places à l'étranger, comme le proposait récemment Macron – on laissera ce genre de raisonnements à l'extrême droite et ses affidés. On se demandera plutôt, une fois pour toutes : à quel moment va-t-on enfin changer de paradigme en matière de violences masculines ? Demandons-nous collectivement ce qui fait que, dans leur construction, une soirée de célébration footballistique puisse se transformer en débauche de violence ritualisée ? N'est-il pas plus que temps de mettre en place des politiques publiques véritablement féministes qui permettraient de faire diminuer ces violences ? Cela impliquerait, par exemple, de généraliser dès l'enfance des pratiques spécifiques – pourquoi pas celle de l'éducation sportive non genrée ? La question du dégenèreme nt de l'éducation est pourtant celle qui subit les attaques les plus virulentes de la droite, de l'extrême droite et de la réacosphère. On pourrait également réfléchir à la manière dont l'alcool structure encore puissamment la société française, alors même qu'il est un facteur documenté de déclenchement de violences masculines. De nos jours, ces mesures discrètes, de long terme, structurelles et pourtant indispensables ne sont pas aussi politiquement bankable que les annonces sécuritaires pétaradantes auxquelles nous n'échapperons probablement pas. Que ces dernières appartiennent au même écosystème que le fléau qu'elles sont censées éradiquer n'est définitivement pas le fruit du hasard. ◀

Avec le soutien du Département des Pyrénées-Orientales et de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée



&



UN FESTIVAL POUR COMPRENDRE LE PASSÉ, CONNAÎTRE LE PRÉSENT,
CONSTRUIRE L'AVENIR DU MONDE MÉDITERRANÉEN.

QUATRIÈME ÉDITION NOSTRE MAR UN FESTIVAL SOS RACISME

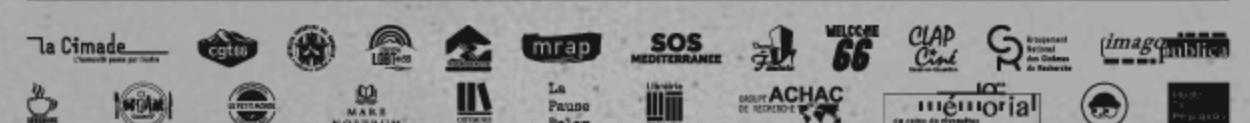
DU 04.06
AU 27.06
2025

TOUCHE PAS À MON POTE

ÉGALITÉ,
ÉGALITÉ,
ÉGALITÉ,
LIBERTÉ, LIBERTÉ,
MÉDITERRANÉE !
ATELIERS
LITTÉRATURE
PROJECTIONS
CONFÉRENCES DÉBATS
CONCERTS EXPOSITIONS

PERPIGNAN / NARBONNE / CANET-EN-ROUSSILLON
CORNEILLA-DEL-VERCOL / PORT-VENDRES / RIVESALTES

L'INDEPENDANT



nostremarfestival

nostremarfestival.com

Nostre Mar Festival

CINÉMA CASTILLET
PERPIGNAN

Présidentielle en Pologne

Après l'élection de Nawrocki, la menace de l'illibéralisme

La victoire dimanche de Karol Nawrocki, historien inconnu du public jusqu'à récemment mais soutenu par le puissant parti PiS, augure d'une cohabitation tendue avec le gouvernement pro-européen de Donald Tusk élu en octobre 2023.

Par
PATRICE SENÉCAL
Correspondant à Varsovie

On avait dit, chez les plus enthousiastes des europhiles, que la Pologne était devenue une sorte de laboratoire du contre-populisme, celui du triomphe par les urnes des démocrates contre les autoritaires de droite. Que le succès électoral d'octobre 2023 de la coalition libérale de Donald Tusk, lors du scrutin législatif, tournait pour de bon la page «illibérale», l'éloignant des auspices du voisin hongrois Viktor Orbán. Or la victoire du nationaliste Karol Nawrocki, issu du parti Droit et Justice (PiS), à l'élection présidentielle de dimanche, d'après les résultats officiels annoncés lundi, vient faire voler en éclats cet idéal. En récoltant 50,89% des suffrages, cet historien de 42 ans deviendra donc le nouveau chef d'Etat de la Pologne, augurant d'une cohabitation houleuse avec le gouvernement libéral de Tusk. Il devance de peu Rafal Trzaskowski, le maire libéral de Varsovie, qui

récolte 49,11% des votes, à l'issue d'un second tour qui traduit une profonde polarisation. Il sera d'autant plus ardu pour la coalition gouvernementale de mettre en place les promesses tant attendues, après avoir défait le règne du PiS de 2015 à 2023. Le rétablissement de l'Etat de droit, la libéralisation du droit à l'avortement, l'introduction de partenariats civils pour les couples de même sexe, entre autres réformes, n'ont toujours pas vu le jour, notamment en raison du blocage du président sortant, Andrzej Duda, lui aussi proche du PiS. Dans l'espérance de pouvoir continuer à gouverner, Donald Tusk a annoncé lundi à la télévision qu'il allait demander un «vote de confiance au Parlement».

POUVOIR DE VETO

Car si la présidence, en Pologne, reste une fonction surtout symbolique, en plus de celle de diriger les forces armées, elle n'en est pas moins capitale, étant pourvue d'un pouvoir de veto. Depuis décembre 2023, nombre de législations ont ainsi été entravées par le président Duda, soit par cet outil, soit en ren-

voyant les lois votées au Parlement devant le Tribunal constitutionnel – un organe judiciaire inféodé au PiS depuis 2015 – pour mieux les jeter aux oubliettes.

Or avec Karol Nawrocki, admirateur de Donald Trump et fidèle à la vision eurosceptique du PiS, «il ne s'agira même pas d'une cohabitation, mais d'une lutte ouverte», souligne Anna Paczesniak, politologue à l'université de Wrocław, qui anticipe des mois d'obstruction visant à la dislocation de la coalition au pouvoir. «On s'attend à ce qu'il tente de paralyser le gouvernement de Tusk et de le discréderiser», abonde Anna Wójcik, professeure adjointe à l'université Kozminski de Varsovie et spécialiste des questions d'Etat de droit en Pologne. Nawrocki n'a pas de soutien politique propre et dépend entièrement du PiS. Il a été choisi pour mettre en œuvre le programme de ce dernier et, sur le plan politique, c'est le PiS qui bénéficierait le plus d'élections anticipées.»

La victoire de Nawrocki a été en partie attribuable au large report des voix des électeurs ayant voté pour des candidats d'extrême droite plus radicaux encore, à savoir Slawomir Mentzen, du parti libertarien et ultra-conservateur Konfederacja, et Grzegorz Braun, notoirement antisémite. Ni ses liens documentés avec des réseaux proxénètes, ni sa connivence avec le monde criminel ou celui des hooligans, ni son statut d'homme politique néophyte n'auront dissuadé une majorité de votants d'accorder leur confiance à Nawrocki. Le candidat, inconnu du grand public, avait été choisi par nul autre que Jarosław Kaczyński, le chef du PiS, pour représenter le parti à l'occasion de la présidentielle.

La soirée électorale de dimanche avait pourtant débuté dans un certain enthousiasme, peu après la publication du sondage à la sortie

des urnes ayant placé Trzaskowski en tête avec une très légère avance. Acclamés par des partisans de fidèles, les deux candidats avaient crié victoire, bien que l'incertitude planât toujours. «Cette nuit, nous allons gagner, nous gagnerons et sauverons la Pologne», a ainsi déclaré Karol Nawrocki, disant s'opposer au fait que «le régime de Donald Tusk nous enlève nos grands rêves et nos aspirations».

«FAIRE OBSTACLE»

Au même moment, un triomphalisme régnait aussi au quartier général de Trzaskowski. «Nous avons gagné, même si l'expression «sur le fil du rasoir» restera à jamais dans la langue et la politique polonaises», a-t-il dit, sous une foule d'acclamations. Puis, deux heures plus tard, une nouvelle estimation a placé Nawrocki en tête, doublant les espoirs de son rival. «On a célébré trop vite», souffle un membre de l'équipe de campagne de Trzaskowski. Le dépouillement final, en faveur de Nawrocki, a fini d'achever l'optimisme du camp démocrate.

Au-delà de la paralysie à venir, cette victoire du camp nationaliste pose la question de la survie du gouvernement actuel, alors que la crise guette. Cela pourrait permettre «d'ouvrir la porte au PiS», en 2027, lors des prochaines élections législatives, selon Renata Mienkowska-Norkiene, politologue à l'université de Varsovie: «Nawrocki fera tout pour faire obstacle. Ils auraient alors des chances de revenir au pouvoir, cette fois en s'alliant peut-être avec Konfederacja, au sein d'un gouvernement.» A ceux qui prédisaient une mort du PiS en octobre 2023, le succès de Karol Nawrocki vient leur rappeler brutalement que le national-populisme a encore un bel avenir en Pologne. Et, en 2027, il pourrait prendre un visage d'autant plus radical. ◆





Karol Nawrocki
dimanche à Varsovie.
PHOTO ALEKSANDRA
SZMIGIEL. REUTERS

Un historien nationaliste aux multiples casseroles

Hooliganisme, trafic de prostituées, proximité avec un néonazi... La campagne a révélé le passé trouble d'un universitaire novice en politique devenu président.

Rares étaient ceux qui connaissaient Karol Nawrocki lorsqu'il avait été intronisé candidat à l'élection présidentielle polonaise par le parti national-conservateur Droit et Justice (PiS), fin novembre. A l'époque, et depuis 2021, l'historien de formation occupait la présidence de l'Institut de la mémoire nationale – une institution dont le PiS s'était servi, lorsqu'il tenait le pouvoir, pour promouvoir une version du passé réécrite à des fins nationalistes.

Titulaire d'un doctorat en histoire, spécialiste du rôle de l'Union soviétique dans la Pologne post-1945, il avait auparavant dirigé le musée de la Seconde Guerre mondiale de Gdansk, sa ville natale, dans le nord du pays. Mais Karol Nawrocki était un novice en politique. «*Un candidat non partisan et indépendant*», avait dit de lui Jaroslaw Kaczyński, le chef du PiS, au moment de sa présentation.

Immigration. Six mois plus tard, l'universitaire de 42 ans a été élu président à la faveur d'une victoire étriquée au second tour (50,89%) contre le maire de Varsovie, Rafal Trzaskowski. Le voilà investi d'une fonction essentiellement symbolique, mais capitale car elle est dotée d'un puissant droit de veto. Son prédécesseur, Andrzej Duda, issu comme lui des rangs conservateurs,

en avait fait un usage répété contre le Premier ministre libéral Donald Tusk, en place depuis fin 2023. Karol Nawrocki s'apprête à faire de même, dans l'optique de paralyser les projets progressistes d'un gouvernement qui avait promis notamment de défendre le droit à l'avortement. Une réforme dont l'historien ne veut pas entendre parler. Lui est un conservateur fermement nationaliste et fervent catholique, opposé à l'avortement, au mariage homosexuel et aux politiques de protection des personnes LGBT. Contrairement à son adversaire libéral, il est hostile à l'Union européenne. Armé de son slogan *«La Pologne d'abord, les Polonais d'abord»*, ce boxeur amateur s'est attaché tout au long de sa campagne à dénoncer l'immigration (là, lui et Rafal Trzaskowski s'accordent davantage), appelant à réservier une «priorité» aux ressortissants nationaux pour l'accès aux prestations sociales et «dans les files d'attente chez les médecins et dans les hôpitaux». Dans son viseur figure notamment le million d'Ukrainiens réfugiés en Pologne en raison de l'invasion russe.

Trafic. Comme Donald Trump, qu'il admire et auquel il a rendu visite à la Maison Blanche début mai, Karol Nawrocki a critiqué ouvertement le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, pour sa supposée «insolence» à l'égard de Varsovie. Au risque de susciter des tensions avec les partenaires européens, il a promis de s'opposer à tout projet d'adhésion de Kyiv à l'Otan. Certains médias l'accusent d'être proche d'un néonazi condamné pour violences, ce qu'il dément. Mais il s'est allié, entre les deux tours, avec le candidat d'extrême droite Slawomir Mentzen, arrivé troisième, acceptant de signer une résolution en huit points que le candidat défait lui avait soumise et qui comprenait, par exemple, un engagement à s'opposer à toute hausse d'impôt et à une introduction de l'euro.

Au fil de la campagne, les informations publiées par la presse avaient dessiné le profil d'un homme au passé trouble, impliqué dans des affaires en tout genre. Par opposition à Trzaskowski, qu'il peignait en représentant des élites, Nawrocki aimait à se présenter en homme du peuple, qui avait financé ses études par de petits boulots et ne possédait qu'un appartement, «comme la majorité des Polonais». Les médias ont en fait révélé qu'il en détenait un deuxième, acquis à la suite d'une transaction complexe.

Ils ont révélé aussi que Nawrocki avait participé à un trafic de prostituées dans un hôtel d'une station balnéaire de la mer Baltique (l'intéressé nie), à une bagarre organisée entre hooligans en 2009 (*«un combat noble et viril»*, s'est-il défendu), et qu'il avait dressé des louanges publiques à la biographie d'un gangster... qu'il avait lui-même écrite, sous pseudonyme. Des polémiques qui ont gâché sa campagne, mais ne l'ont finalement pas privé de la victoire. Il sera investi le 8 août, pour un mandat de cinq ans.

SAMUEL RAVIER-REGNAT

NUMÉRO SPÉCIAL

LE LIBÉ DES OCÉANS



PATRICK RAGOT. OCÉANOBIS

VENDREDI 6 JUIN
Immersion en 24 pages dans l'actu marine et sous-marine

Par

RENAUD LECADRE

On a beau être membre de la famille royale en Arabie Saoudite, gouverneur de la province de Tabouk, fils du prince Sultan, l'inamovible ministre de la Défense de 1963 à 2011, on n'en reste pas moins un citoyen ordinaire. Surtout en Europe, où Credit Suisse, son principal créancier, a fait saisir, en 2023, son chalet à Megève (Haute-Savoie), puis son yacht de 82 mètres (le *Sarafsa*), baignant en Méditerranée française. Cette année, la banque, qui vient d'être rachetée par UBS, frappe cette fois à la porte de sa demeure au Royaume-Uni: en avril, des policiers locaux ont saisi les meubles, mais n'ont rien pu faire pour le golf attenant, complètement défraîchi faute d'entretien. Car, comme bien d'autres membres de la famille régnante al Saoud, Fahd bin Sultan al Saoud s'offrait volontiers, à crédit, un bateau ou un palace quand bon lui semblait, sur un coup de tête. Sauf qu'il faut bien rembourser un jour. Son frère aîné Khalid, lui-même ancien vice-ministre saoudien de la Défense, semble dans la même panade. Son luxueux penthouse londonien (2 694 m², quarante chambres), a récemment été mis en vente au prix record

de 165 millions d'euros – du jamais-vu dans l'immobilier britannique. Toujours pour une histoire de créancier non réglé.

Mais c'est à Paris que réside actuellement le principal enjeu des bisbilles entre cet illustre débiteur saoudien et le créancier suisse: l'hôtel particulier du prince Fahd, au 36, cours Albert I^e (VIII^e), avec vue imprenable sur la tour Eiffel, pourrait prochainement être revendu aux enchères. Rien que 637 mètres carrés au sol, trois étages plus un toit terrasse spécialement réaménagé, piscine en sous-sol et autres signes ostentatoires de richesse. Mais la flamboyance n'est plus ce qu'elle était: plus d'eau chaude faute de payer les factures de gaz, plus d'ascenseur non plus, la piscine est inutilisable faute d'avoir changé une pompe à 2 000 euros...

REPRISE EN MAIN DE «MBS»

Que diable s'est-il passé? En juin 2017, Mohammed ben Salmane (dit MBS) devenait prince héritier du royaume wahhabite et dirigeant de fait de la pétromonarchie. Le titre avait échu précédemment à Sultan, le père de Fahd, mais il est mort en 2011 à New York. Depuis son accession au pouvoir, MBS a manifestement coupé le robinet aux milliers de princes et princesses de la vaste «smala» des

Saoud. Certains vivaient jusque-là, non pas aux crochets du Palais, mais pouvaient être épaulés financièrement en cas de besoin. Epoque désormais révolue, d'autant que MBS n'hésite pas, à l'occasion, à faire arrêter des membres de sa famille. Et Fahd, qui n'est que l'un des dix-huit enfants de Sultan, de se retrouver ainsi à la merci de ses créanciers. «Tous ces princes avaient l'habitude des millions, ils doivent maintenant se contenter de centaines de milliers», résume un intermédiaire. Un simple pourboire au pays de l'or noir. Ironie ou explication de l'histoire, la

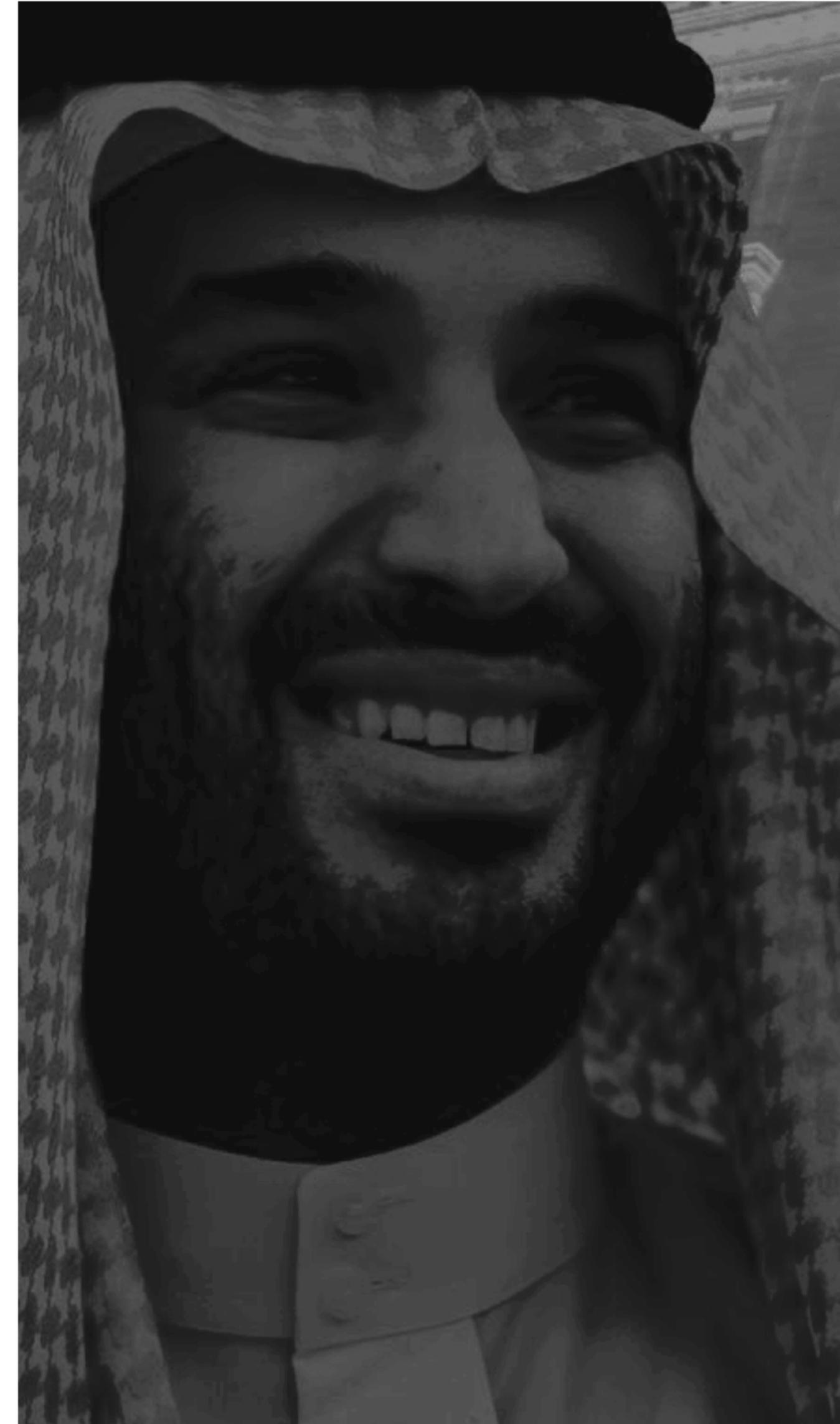
Saudi National Bank (l'un des bras financiers du royaume) avait racheté, en octobre 2022, près de 10% du capital du Credit Suisse, pour 1,5 milliard d'euros. Sur instruction directe de MBS, affirmait alors le *Wall Street Journal*. Pour mieux contrôler la vaste famille? L'investissement ne lui a que moyennement réussi: plombé par les scandales à répétition (évasion fiscale aux Etats-Unis, blanchiment pour un cartel de la drogue en Bulgarie, pots-de-vin dans la filière de la pêche au thon au Mozambique...), Credit Suisse a finalement été avalé, en mars 2023, par son concurrent UBS (Union des banques suisses), pour une bouchée de pain – trois milliards d'euros,

presque une misère, sa valorisation étant divisée par cinq. La Finma, gendarme des banques helvétiques, pointait alors une «culture d'entreprise déficiente» et des «erreurs d'appréciation stratégique». C'est poliment dit. Outre ses démêlés bancaires, le prince Fahd est, comble de l'humiliation, désormais assigné devant le conseil des prud'hommes par une dizaine d'employés de maison, exaspérés de ne plus être payés depuis un an (*lire ci-contre*). Ils en viennent à exiger eux-mêmes la fin de leurs contrats de travail, avec évidemment indemnités de rupture (1). Même l'expert-comptable, pourtant chargé de virer les salaires, ne l'est plus... Lors d'une énième procédure prud'homale, examinée mercredi, l'avocat du prince, Rachad Kobeissi, a exigé et obtenu le huis clos, très rare en cette matière. En marge de l'audience, il explique à *Libération*: «Il y a un risque de diffamation et, en plus, vous ne connaissez rien au dossier.» Merci pour le compliment... Le président du tribunal fait, lui aussi, mine de s'interroger sur une éventuelle immunité diplomatique du prince Fahd. Sauf que la justice française finit peu à peu par passer. Sa déchéance n'est peut-être pas due qu'à MBS. Négligence ou je-m'en-foutisme? «Il a désormais 74 ans, mais, depuis tout petit,

ENQUÊTE

Justice La déchéance financière du prince Fahd

Les biens à Paris, Londres ou Megève de Fahd bin Sultan al Saoud, cousin éloigné du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, ont été saisis par ses créanciers. Sans grand soutien de sa famille, il se retrouve empêtré dans différentes procédures judiciaires.



il n'a jamais eu à réfléchir aux questions d'argent. C'est dommage que cela finisse comme ça, glisse un ex-employé. Mais depuis l'avènement de MBS, il faut s'y mettre. Avec plus ou moins d'habileté. En juillet 2023, les registres immobiliers faisaient état d'une vente de l'hôtel particulier parisien pour 30 millions d'euros. Curieux, car il était plutôt estimé autour de 80 millions. La différence tenait au fait que l'acheteur laissait au prince Fahd la jouissance du bien deux semaines par an – il n'y venait guère plus souvent dans le passé. Soit une servitude justifiant plus ou moins la décote. Las, le prince déchu s'est révélé incapable de payer le loyer. Le nouveau propriétaire exige donc désormais qu'il quitte définitivement les lieux, sous astreinte de 2000 euros par jour de retard... Bref, le montage s'est rapidement effondré tel un château de cartes.

UNE MÉGALOPOLE POUR TOUTE ISSUE

Seule porte de sortie envisageable pour le prince Fahd : sa province de Tabouk, dans le nord-ouest de l'Arabie Saoudite, sur la mer Rouge et limitrophe avec la Jordanie, qu'il gouverne depuis 1987, est l'endroit désigné par MBS pour bâtir la future mégalo-pole moderne du royaume, Neom, censée être grande comme trois fois New York. Pour y parvenir,

peut-être, le tout-puissant prince héritier devra-t-il faire un geste pour sauver son désormais lointain cousin de la noyade financière. Et accessoirement régler enfin leur dû à ses bien plus modestes employés de maison. Le prince Fahd aurait-il oublié qu'il a autrefois commencé sa modeste carrière – après des études d'histoire – comme sous-scrétaire au ministère du Travail et des Affaires sociales ? Depuis, il semble plutôt se passionner pour le sport, comme vice-président de la Fédération saoudienne de football, d'athlétisme et même du Comité olympique local. On ne peut pas être doué en tout.

Le prince avait aussi fait parler de lui en 2014 après avoir massacré 2100 outardes au Pakistan en à peine trois semaines. Ces petits oiseaux, parfois surnommés «viagra sur pattes», sont réputés pour leurs présumées vertus aphrodisiaques. Des amis des animaux avaient alors pesté dans la presse locale : «Honte aux princes saoudiens, secouons le joug arabe !» Manifestement, l'outarde leur était montée au nez. Tout comme désormais le réputé placide Credit Suisse. ▶

(1) Le nonversement de salaires est, mine de rien, un délit pénal, même s'il n'est pas possible que d'une contrevention de troisième catégorie.

De la maison royale au conseil des prud'hommes

Une dizaine d'employés de la maison parisienne du prince Fahd al Saoud ont dû multiplier les procédures pour tenter d'enfin faire valoir leurs droits salariaux.

Le planning de l'audience prud'homale affiche un alléchant X et Y versus «le prince Fahd bin Sultan bin Abdulaziz al Saoud». Un litige relégué en toute fin de journée, le meilleur pour la fin, ce 21 mai. X et Y sont deux anciens employés de maison de sa somptueuse de-

meure parisienne, un majordome et un maître d'hôtel, un peu chagrin de ne plus être rémunérés depuis un an. Miracle : peu avant l'audience, le prince déchu se résout enfin à envoyer les sommes dues. Car il était directement visé en tant que «particulier employeur», *intuitu personae*, et non pas comme personne morale. Ce qui n'était pas le cas des précédents cas examinés puis jugés par les prud'hommes de Paris, qui en a désormais l'habitude. Du coup, leur requête en référé ne visait plus que l'obtention des bulletins de salaire afférents – le huis-clos étant d'autant plus surprenant. Encore un petit effort logistique, votre altesse : avec le chèque emploi-service universel (Cesu, une facilité de l'Urssaf), cela prend trente secondes. Comme prévu, le conseil des prud'hommes l'a finalement enjoint de s'activer fissa.

Coquilles. La vingtaine des gens de maisons du prince Fahd, dont la moitié en France, sont pour la plupart employés par une société, intitulée Sofici (Société financière industrielle, commerciale et immobilière), lui appartenant via des coquilles logées dans des paradis fiscaux et chargée de toute la logistique de son fastueux train de vie. Mais lors d'une audience prud'homale fin 2024, son avocat, M^e Rachad Kobeissi, a benoîtement expliqué

«Pourquoi l'Urssaf et les caisses de retraite ne réagissent pas ? N'importe quel garagiste serait illico poursuivi.»

Raymond Rudio
Avocat de plusieurs anciens salariés

qu'elle se trouverait en cessation de paiements. Sauf que les juges prud'homaux n'ont retrouvé aucune trace d'un redressement judiciaire devant un tribunal de commerce. Excuse bidon ? Lors d'une nouvelle audience début 2025, le même avocat concède cette fois que Sofici serait finalement *in bonis*. Donc pas en faillite. Faudrait savoir... L'essentiel pour lui demeure de dégager la responsabilité directe du prince Fahd : à l'entendre, il ne serait que «locataire exclusif» de l'hôtel très particulier détenu par des sociétés étrangères. Bref, «son Altesse» n'aurait «aucun lien contractuel» avec les employés de maison impayés.

Astreinte. Quoi qu'il en soit, le conseil des prud'hommes de Paris semble lassé de ces atermoiements et décidé à taper du poing sur la table. Dans un jugement début avril, concernant un autre employé, il a infligé à Sofici 200000 euros de dommages et intérêts – dont la moitié à un seul des anciens employés, pour son «licenciement sans cause réelle ou sérieuse». Série à suivre. Dans une précédente décision en référé, l'injonction de lui verser un premier acompte de 70 000 euros n'avait eu aucun effet, nonobstant une astreinte de 1000 euros par jour de retard.

Raymond Rudio, avocat de plusieurs anciens salariés du prince, tient à rappeler que le non-paiement d'un salaire est une infraction pénale. Et s'interroge : «Pourquoi l'Urssaf et les caisses de retraite ne réagissent pas ? N'importe quel garagiste serait illico poursuivi. Le prince Fahd est vraiment ménagé.» Et d'y voir selon lui un «traitement de faveur» pour une sommité saoudienne. Même l'inspection du travail – pourtant alertée – a donné le sentiment qu'elle reniait son propre intitulé. Tout comme la société de sécurité en charge de la protection de l'hôtel particulier, préférant travailler gratuitement pour garder sa place. Histoire de ne pas insulter l'avenir des relations franco-saoudiennes.

R.L.



Mohammed
ben Salmane
(à gauche) et le
prince Fahd AFP DR



LIBÉ.FR

Dernière minute : mort de l'historien Pierre Nora

Nous avons appris lundi soir à l'heure du bouclage de cette édition la mort de l'historien Pierre Nora à 93 ans. Nous reviendrons dans le journal daté de mercredi sur cette figure centrale de la vie intellectuelle, cofondateur de la revue *le Débat*. Retrouvez d'ores et déjà notre article sur cet éditeur incontournable sur *Libération.fr*. PHOTO FRÉDÉRIC STUCIN

Après le meurtre d'un Tunisien dans le Var, le Parquet national antiterroriste se saisit

Lundi, le Pnat s'est saisi de l'enquête après la mort d'Hichem M., 45 ans, visé par des tirs dans la nuit de samedi à dimanche à Puget-sur-Argens. «Le mis en cause voulait tuer des étrangers», a précisé le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau.

Par
**MAXIME MACÉ,
PIERRE PLOTU
et LUDOVIC SÉRÉ**

Deux vidéos à caractère ouvertement raciste, une allégeance au drapeau français, un arsenal d'armes lourdes et le meurtre d'un homme de nationalité tunisienne. Le Parquet national antiterroriste (Pnat) a annoncé lundi se saisir de l'enquête après la mort de Hichem M., 45 ans, visé par des tirs dans la nuit de samedi à dimanche à Puget-sur-Argens, à quelques kilomètres de Fréjus, dans le Var. Un autre homme, un Turc de 25 ans, a été blessé par le mis en cause, un voisin âgé de 53 ans et de nationalité française.

L'enquête a été confiée à la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) et à la sous-direction antiterroriste de la direction nationale de la police judiciaire. Ceci notamment pour des faits d'assassinat en relation avec une entreprise terroriste, commis en raison de la race, de l'éthnie, la nation ou la religion. Selon une source proche du dossier, le suspect avait comme volonté de «troubler l'ordre public par la terreur». C'est ce qu'a confirmé le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, en fin de journée. «Le Pnat s'est saisi parce qu'il considère qu'il y a une dimension terroriste. Puisque le mis en cause voulait tuer des étrangers.» Contacté par



A Puget-sur-Argens (Var), dimanche, à l'endroit où les tirs ont eu lieu. PHOTO ABJ. NICE MATIN. MAXPPP

**L'HISTOIRE
DU JOUR**
Libération, le Pnat ajoute que «des précisions complémentaires seront apportées à l'issue de la garde à vue du mis en cause», qui était toujours en cours lundi soir.

«Crime raciste». Peu après minuit dans la nuit de samedi à dimanche, la gendarmerie nationale est prévenue que des coups de feu ont été entendus à Puget-sur-Argens, commune d'un peu plus de 8 000 habitants. Un homme est mortellement touché par cinq balles, tandis qu'un autre est blessé à la main. Le premier est de nationalité tunisienne, le second de nationalité turque. C'est la compagne du suspect qui a appelé

les militaires, qui ont eux-mêmes prévenu l'antenne GIGN d'Orange au vu de la gravité des faits et du risque que l'homme, armé, ait d'autres cibles.

Après avoir tenté de prendre la fuite en voiture, le suspect a été interpellé vers 5 heures du matin non loin du lieu des faits, affirme une source proche de l'enquête à Libération. Plusieurs armes ont été retrouvées dans son véhicule, «de type pistolet automatique, fusil à pompe et arme de

poing», a précisé le parquet de Draguignan. Rapidement, celui-ci a annoncé que le quinquagénaire, adepte du tir sportif, a «diffusé avant et après son passage à l'acte deux vidéos sur son compte d'un réseau social au contenu raciste et haineux».

«Il s'avère que ce crime est un crime qui était prémedité et signé, a de son côté affirmé Bruno Retailleau. Il y a deux vidéos, avant et après, l'individu avait des armes, et il est signé, c'est un crime raciste au

vu des éléments que nous avons.» Douze attentats attribués à des terroristes d'extrême droite ont été déjoués en France depuis 2017, révélait en septembre un haut gradé de la DGSI à l'occasion du procès dit «Waffenkraft» au cours duquel comparaissaient quatre individus de la mouvance jugés pour des projets d'actions violentes. Parmi ceux-ci, une «part écrasante d'attentats accélérationnistes», cette idéologie qui vise à précipiter la guerre civile raciale que ses adeptes appellent de leurs voeux, quand ils ne l'estiment pas déjà en cours de manière larvée, sur fond de fantasme raciste du «grand remplacement». La même source rappelait que, dans le monde, entre 2010 et 2020 un total de 38 attaques ont été commises par des terroristes d'extrême droite dans 11 pays, dont 45 % perpétrées en Europe. Au total, elles ont fait 791 victimes (243 morts, 548 blessés).

Diffusion. Parmi les cibles envisagées par les militants accélérationnistes, les services de renseignement rappellent la permanence de la communauté juive comme objectif traditionnel. Mais aussi, comme c'est le cas à Puget-sur-Argens, des personnes «non-blanches», en particulier de confession musulmane. La DGSI constate aussi une certaine «uniformisation des modes d'action» de ces terroristes d'extrême droite, avec notamment une appétence devenue presque systématique pour la mise en scène et la diffusion en ligne et sur les réseaux sociaux de vidéos de revendication, voire de leur attentat filmé en direct. Un mode opératoire qui correspond à celui du suspect de l'attaque de samedi, qui a rendu hommage à Jean-Marie Le Pen, selon BFM TV.

Dimanche dans la soirée, l'association SOS Racisme a fustigé dans un communiqué que «le racisme a[it] encore frappé dans notre pays». «Le double crime qui a frappé deux hommes à Puget-sur-Argens n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel bleu. Il est le résultat d'un travail minutieux mené par le camp du racisme et visant à rendre à nouveau légitime l'expression du racisme en mots et en actes», a alerté son président, Dominique Sopo.

De son côté, Bruno Retailleau a jugé que le racisme est «en France ou ailleurs, un poison [...] qui tue. Je veux rappeler que chaque acte raciste est un acte anti français car la France, c'est aussi la République française, et la République ne fait aucune différence selon les origines, la couleur de peau ou les religions». ♦

«[Ces faits sont] le résultat d'un travail minutieux mené par le camp du racisme.»

Dominique Sopo
président de SOS Racisme



LIBÉ.FR

A Lyon, «tout le monde est un peu retourné» par les tags antisémites retrouvés dans une école primaire

«Ça devient désolant, je ne vois pas pourquoi on s'en prend à une école», souffle Mario. Les familles d'élèves disent leur inquiétude après la découverte de messages antisémites, dont des croix gammées, ce week-end dans le groupe scolaire Nové-Josserand, au cœur d'un quartier pourtant «paisible» du IIIe arrondissement. Reportage à lire sur notre site. PHOTO XOSE BOUZAS. HANS LUCAS

Proportionnelle Opposé à la réforme, Retailleau menace de démissionner



THIBAUD MORITZ. AFP
«Toutes les options sont ouvertes» : depuis Matignon, le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, n'a pas exclu lundi un départ du gouvernement, refusant de porter au Parlement le scrutin proportionnel cher à François Bayrou. Avec ses déclarations, le nouveau patron du parti Les Républicains veut montrer qu'il met le gouvernement sous pression.

S'il n'a pas évoqué directement auprès du Premier ministre sa démission, le patron de la droite a assuré qu'il «ne portera pas ce type de réforme». Il a été reçu plus d'une heure à Matignon, aux côtés des présidents de groupe à l'Assemblée et au Sénat, Laurent Wauquiez et Mathieu Darnaud. A la sortie, il a redit son opposition «très ferme, absolue sur ce mode de scrutin» qui «pourrait déséquilibrer les institutions de la Ve République, qui a besoin d'une majorité pour bien fonctionner». Face à la triplette LR, François Bayrou «a défendu de toutes les manières possibles et imaginables la proportionnelle», citant l'exemple de pays étrangers, selon un conseiller LR. V.B. (avec AFP)

A Istanbul, Moscou refuse le cessez-le-feu ukrainien

Ce fut bref et peu concluant. Le deuxième round de pourparlers entre l'Ukraine et la Russie, à Istanbul, a duré un peu plus d'une heure, et n'a pas débouché sur grand-chose. La principale (mauvaise) nouvelle étant que Moscou a refusé la proposition ukrainienne de cessez-le-feu inconditionnel pour au moins trente jours. Et proposé une trêve partielle de deux-trois jours, sur certaines parties du front, pour évacuer les corps des soldats de part et d'autre.

Comme lors de la précédente rencontre, il y a quinze jours, les deux parties se sont accordées sur un échange massif de prisonniers. Cette fois les blessés graves et les malades,

selon la formule «tous contre tous», et les prisonniers de moins de 25 ans. Ainsi que la restitution, de part et d'autre, de 6 000 dépouilles de militaires.

Le chef de la délégation ukrainienne, le ministre de la Défense Rustem Umerov, a confirmé que la partie russe avait transmis à Kyiv son memorandum sur les conditions de fin de la guerre, que Moscou avait refusé de rendre public avant la rencontre. La Russie demande notamment un «*retrait complet*» de l'armée ukrainienne de quatre régions du pays dont Moscou revendique l'annexion, avant tout cessez-le-feu.

L'Ukraine, qui, elle, avait publié son plan de route avant

la rencontre, prendra une semaine pour examiner le document adverse, puis déciderait des mesures à prendre. Le chef de la délégation russe, Vladimir Medinsky, a déclaré de son côté que le memorandum russe comprenait deux parties : comment parvenir à une paix durable et quelles mesures sont nécessaires pour un cessez-le-feu complet. Il a aussi montré aux journalistes la liste de 339 enfants ukrainiens dont Kyiv exige la restitution, en accusant l'Ukraine d'ériger cette question en «spectacle médiatique pour les Européens au cœur tendre».

Cette nouvelle rencontre s'est déroulée sur fond de combats intenses. Lundi matin, l'armée russe a annoncé avoir abattu dans la nuit 162 drones ukrainiens.

VERONIKA DORMAN

Exploitation minière: Pannier-Runacher met la pression sur le Canada et la Suisse

Alors que la troisième conférence des Nations unies sur l'océan s'ouvrira à Nice lundi, les Européens se mettent en ordre de marche face au rouleau compresseur américain. Très critiqué par les ONG pour la gestion de ses aires marines protégées, l'exécutif français accentue la pression diplomatique au niveau international afin d'empêcher la naissance d'une future industrie d'extraction minière dans les fonds marins.

Dans trois courriers datés du 15 mai, que Libération a pu consulter, la ministre de la Transition écologique, Agnès Pannier-Runacher, interpelle ses homologues canadiens et suisses sur les «vives inquiétudes» suscitées par deux entreprises : The Metals Company (TMC) et son partenaire stratégique Allseas. La première, une société canadienne, œuvre en coulisses depuis de longs mois pour contourner l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM), en charge de ce dossier. Son objectif : commencer le plus tôt possible la récolte de précieux minéraux dans les eaux internationales, malgré les alertes des scientifiques

sur cet écosystème à la biodiversité méconnue et à l'importante capacité de stockage de carbone.

«Piraterie». Début avril, le PDG de TMC n'a pas caché son agacement face aux négociations à rallonge à l'AIFM ; ses membres n'ont toujours pas entériné le fameux code minier, attendu depuis des années, censé encadrer l'exploitation en dehors des zones économiques exclusives. Le «Elon Musk des abysses» a donc déposé directement une demande de permis auprès de l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique pour opérer dans les eaux internationales du Pacifique et court-circuiter les négociations multilatérales. L'annonce a provoqué l'ire des ONG de protection de l'environnement et des Etats membres de l'AIFM. *«De la piraterie environnementale»* pour Agnès Pannier-Runacher.

Le 24 avril, Donald Trump, voyant une opportunité de devancer la Chine dans la production de minéraux critiques, a signé un décret ouvrant la voie à l'extraction à

grande échelle de nodules dans les grands fonds océaniques, y compris en eaux internationales (voir page 22). *«Ces initiatives unilatérales risquent de fragiliser les discussions multilatérales, de créer un précédent dangereux et d'enclencher une dynamique de fait accompli»*, écrit Agnès Pannier-Runacher aux ministres de l'Energie et de l'Environnement canadiens, Tim Hodgson et Julie Dabrusin, les pressant de contacter TMC pour s'assurer que son action s'inscrive «dans le cadre des engagements internationaux» pris par le Canada.

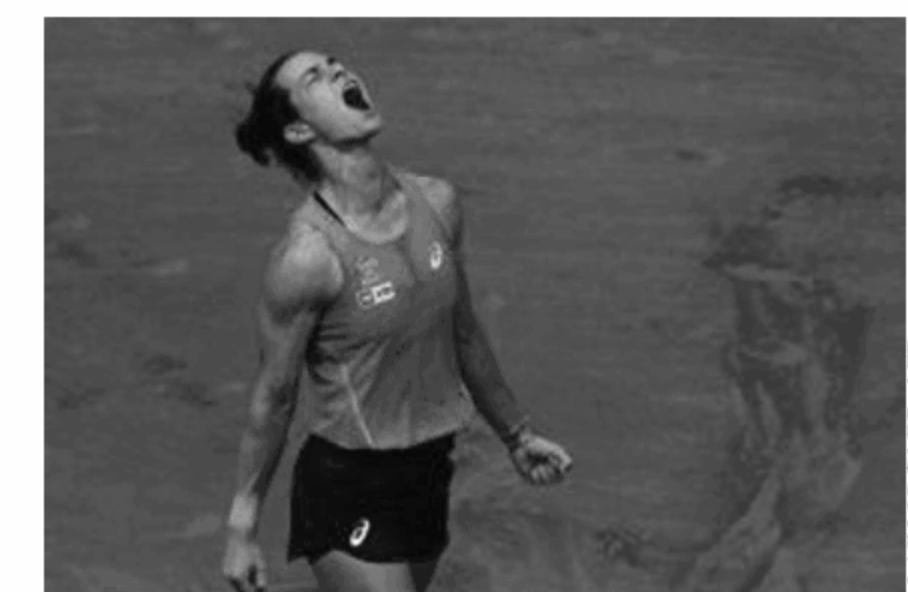
En 2023, le pays - comme la Suisse - a rejoint une coalition de 33 Etats se positionnant officiellement en faveur d'un moratoire, voire d'une interdiction de l'exploitation minière des abysses dans les eaux nationales et internationales. Et ce, tant que les risques environnementaux et économiques ne sont pas mieux connus et le cadre juridique bien arrêté.

Dans sa lettre au conseiller fédéral de l'environnement suisse, Albert Rösti, la ministre s'attarde également sur le cas de la multinationale fri-

bourgeoise Allseas, spécialisée dans la construction d'infrastructures sous-marines, et qui a développé le navire géant *Hidden Gem*. Utilisé par TMC dans la zone Clarion-Clipperton, il permet de racler les fonds marins pour extraire les nodules polymétalliques. Or, contrairement aux Etats-Unis, la Suisse est membre de l'AIFM.

Sanctions. Sollicité par Libé, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) réitère la position du gouvernement suisse en faveur d'un «moratoire à l'échelle internationale» de l'exploitation commerciale des fonds marins en haute mer, sans se prononcer sur d'éventuelles sanctions à l'encontre d'Allseas. *«Jusqu'à présent [...] ni l'AIFM ni les autorités américaines n'ont délivré d'autorisation et TMC n'a donc pas encore pu commencer l'exploitation»*, botte en touche le porte-parole du DFAE, Pierre-Alain Eltschinger. Et de préciser : les autorités suisses suivent «attentivement les développements aux Etats-Unis».

JULIE RENSON MIQUEL



ALAIN JOCARD. AFP

Roland-Garros La Française Loïs Boisson qualifiée en quarts de finale

C'est à se demander si un jour le conte de fées prendra fin pour Loïs Boisson. 361^e mondiale avant Roland-Garros, la Française a réussi l'exploit, lundi, d'échapper en huitièmes de finale la numéro 3 mondiale, Jessica Pegula, au terme d'un match marathon (3-6; 6-4; 6-4 en 2h42). Elle affrontera dans deux jours la pépite russe Mirra Andreeva pour une place inespérée dans le dernier carré. Cela faisait huit ans qu'une joueuse classée aussi bas ne s'était pas hissée à un tel stade d'un Grand Chelem. Et neuf qu'une tricolore n'était pas allée aussi loin porte d'Auteuil.

A69 Les députés se privent d'un débat sur l'autoroute contestée

Dans un geste peu commun mais calculé, le bloc central, la droite et l'extrême droite se sont joints aux voix de la gauche pour rejeter la proposition de loi dite de «validation» de l'autoroute entre Toulouse et Castres, qui devait être examinée lundi. Un moyen pour les défenseurs du chantier de mener le texte directement en commission mixte paritaire, où il est quasi certain d'être adopté, actant un passage en force dénoncé de toutes parts. La motion de rejet avait été déposée symboliquement par LFI, qui dénonce un «détournement manifeste du débat parlementaire».



CheckNews

Ligue des champions : est-il vrai qu'il n'y a pas eu de débordements en 1998 à Paris, après la victoire en Coupe du monde ?

Au total, 491 personnes ont été interpellées à Paris dans la nuit de samedi à dimanche, après la victoire du PSG en finale de Ligue des champions. Mais contrairement à de nombreuses allégations, la fête pour le sacre des Bleus n'avait pas non plus été sans heurts en 1998, lors de la Coupe du monde. Une personne avait été tuée percutée par une voiture, des dizaines blessées, et les CRS avaient chargé sur les Champs-Elysées. PHOTO JACK GUEZ. AFP

Gaza: Greta Thunberg et Rima Hassan à bord d'un voilier humanitaire pour défier le blocus

Parti dimanche de Sicile, le «Madleen» espère briser le siège imposé par Israël à l'enclave palestinienne. Il transporte une modeste cargaison de vivres et douze passagers.

Par
FRÉDÉRIC AUTRAN

En quittant dimanche le port sicilien de Catane, le *Madleen* n'a pas seulement mis le cap vers Gaza. Il a commencé à tracer, sur les eaux de la Méditerranée, une ligne de défi symbolique contre le siège implacable imposé par Israël à l'enclave palestinienne. Affrété par la Coalition de la flottille pour la liberté (Freedom Flotilla Coalition), mouvement non violent de solidarité avec les Palestiniens fondé en 2010, le voilier aspire à franchir le blocus israélien pour livrer vivres, matériel médical et produits d'hygiène. Une aide modeste, certes, mais avant tout un acte de désobéissance civile à portée internationale.

Baptisé du nom de Madleen Kullab, première pêcheuse de Gaza, le navire «symbolise l'esprit inébranlable de la résilience palestinienne et de la résistance mondiale croissante à l'utilisation par Israël de la punition collective»

contre Gaza, souligne la FCC dans un communiqué.

Douze volontaires de sept nationalités ont pris place à bord, parmi lesquels la militante écologiste suédoise Greta Thunberg et l'eurodéputée franco-palestinienne Rima Hassan. Leur mission: secourir les consciences, alors que, selon l'ONU, «100 % de la population de Gaza est menacée de famine». «Nous assistons à la famine systématique de deux millions

L'HISTOIRE DU JOUR



La militante suédoise Greta Thunberg et l'eurodéputée (LFI) franco-palestinienne Rima Hassan, le 1er juin, à Catane (Sicile). SALVATORE CAVALLO. AP

de personnes. Chacun d'entre nous a l'obligation morale de faire tout ce qui est en son pouvoir pour lutter en faveur d'une Palestine libre», a déclaré, dimanche, Greta Thunberg. «Le peuple palestinien de Gaza est affamé et massacré, et le monde regarde. Ce navire ne transporte pas seulement de l'aide, il trans-

porte une demande : mettez fin au blocus. Mettez fin au génocide», a martelé de son côté l'insoumise Rima Hassan, régulièrement au cœur de controverses en France pour ses prises de position sur le Proche-Orient.

Commandos. L'ombre d'un précédent sanglant plane sur le périple du *Madleen*. Il y a quinze ans, presque jour pour jour, à

l'aube du 31 mai 2010, un assaut des commandos israéliens contre le *Mavi Marmara*, navire amiral d'une large flottille humanitaire, avait tourné au carnage. Neuf militants turcs y avaient perdu la vie sous les balles, suscitant de vives condamnations internationales, plusieurs enquêtes et une grave crise diplomatique entre Tel-Aviv et Ankara.

Depuis, d'autres flottilles ont tenté de rejoindre Gaza, sans jamais parvenir à franchir le blocus. En août 2018, plusieurs navires furent interceptés, dont le *Freedom*, à bord duquel se trouvait le marin français Pascal Maurier. Arrêté puis emprisonné en Israël, il avait été expulsé quelques jours plus tard, comme le reste de l'équipage. Sept ans plus tard, il a pris place, dimanche, sur le pont du *Madleen*.

Aujourd'hui encore, les spectres de ces épisodes violents hantent la Freedom Flotilla Coalition. Début mai, leur précédent navire, le *Conscience*, a été frappé en pleine nuit au large de Malte, où il devait accoster pour embarquer de nouveaux passagers, dont Greta Thunberg. D'après la FCC, des drones israéliens auraient mené l'attaque, provoquant un incendie et perçant la coque – sans faire de victimes.

Silence. Le *Madleen* prend donc le relais dans un climat d'extrême tension. Mais pour la militante suédoise, «quelle que soit la dangerosité de cette mission, ce n'est rien face au danger du silence du monde entier» face au calvaire des Gazaouis. Malgré une levée partielle du blocus annoncée le 19 mai, l'aide humanitaire ne pénètre

dans Gaza qu'au compte-goutte, dans un chaos logistique permanent. Dimanche encore, au moins 31 personnes ont été tuées et plus de 175 blessées dans des tirs attribués à l'armée israélienne près d'un point de distribution tenu par la Fondation humanitaire de Gaza (FHG).

Soutenue par Israël et sécurisée par des mercenaires américains, cette entité privée, au financement obscur, est rejetée en bloc par l'ONU et les ONG.

«Il est essentiel que l'aide soit livrée de manière neutre et impartiale, qu'elle ne soit pas utilisée pour déplacer les populations ou pour les déshumaniser davantage, et qu'elle ne soit pas distribuée par des forces militarisées», rappelait la semaine dernière Tom Fletcher, chef des affaires humanitaires des Na-

tions unies. Dans ce contexte tragique, la navigation du *Madleen* dépasse de loin la portée symbolique de sa modeste cargaison. Israël, qui invoque la sécurité nationale et la lutte contre le trafic d'armes au profit du Hamas pour justifier son blocus, n'a pas encore commenté le départ du voilier. Mais l'histoire récente n'invite guère à l'optimisme sur la possibilité d'une traversée sans heurts.

Face à ces risques, la coalition, elle, met en avant un «acte pacifique de résistance civile» et souligne que tous les membres d'équipage ont été «formés à la non-violence». «Ils naviguent sans armes, unis par la conviction commune que les Palestiniens méritent les mêmes droits, la même liberté et la même dignité que tous les autres peuples.»

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2025 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/59/75/78/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 22 décembre 2024. La tarification est la suivante pour les départements d'habilitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 395€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 197€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 141 € HT - Société en nom collectif (SNC) 218 € HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 147 HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 123€ HT. CLOTURE de sociétés civiles ou commerciales : 110 € HT. LES TARIFS annonces légales au caractères (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (0,237 € HT).

75 PARIS

Avis divers



PREFECTURE DE PARIS

DIRECTION RÉGIONALE ET INTERDÉPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DES TRANSPORTS D'ÎLE-DE-FRANCE

EXTRAIT DE DÉCISION

RELATIVE À LA CRÉATION D'UNE MOYENNE SURFACE DE 1 377 M² DE SURFACE DE VENTE, À L'ENSEIGNE POP MART, SITUÉE AU 51-53, BOULEVARD HAUSSMANN - 75009 PARIS

Réunie le 22 mai 2025, la commission départementale d'aménagement commercial de Paris a rendu une décision favorable sur la demande d'autorisation d'exploitation commerciale concernant la création d'une moyenne surface de secteur 2 de 1 377 m² de surface de vente, à l'enseigne POP MART, située au 51-53, boulevard Haussmann dans le 9^e arrondissement de Paris.

Dossier enregistré le 27 mars 2025 à la CDAC de Paris sous le numéro D75-2025-246.

Le projet est présenté par la société « DVP HAUSSMANN » (b.marguerie@mallandmarket.com), agissant en qualité de propriétaire.

Conformément aux articles R. 752-30 et suivants du Code de commerce, cet avis est susceptible de recours dans un délai d'un mois. Le délai de recours court :

1^{er} Pour le demandeur, à compter de la notification de l'avis ;

2^{er} Pour le préfet et les membres de la commission départementale, à compter de la réunion de la commission ou, en cas de décision ou d'aviso tacite, à compter de la date à laquelle l'autorisation est réputée accordée ;

3^{er} Pour toute autre personne mentionnée à l'article L. 752-17, à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues aux troisième et cinquième alinéas de l'article R. 752-19.

Le respect du délai de recours est apprécié à la date d'envoi du recours.

Le recours est présenté au président de la Commission nationale d'aménagement commercial par tout moyen sécurisé ou, lorsqu'il est présenté par le préfet, par la voie administrative ordinaire. A peine d'irrecevabilité, le recours est motivé et accompagné de la justification de la qualité et de l'intérêt donnant pour agir de chaque requérant.

A peine d'irrecevabilité de son recours, dans les cinq jours suivant sa présentation à la commission nationale, le requérant, s'il est distinct du demandeur de l'autorisation d'exploitation commerciale, communique son recours à ce dernier soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit par tout moyen sécurisé.

Immobilier

immo-libe@teamedia.fr
01 87 39 80 20

Université américaine (EDUCO)

cherche familles Paris (1er au 20ème arrdt)

pour hébergement rémunéré d'étudiants (1030€/mois)
chambres individuelles petit déjeuner tous les jours

3 repas par semaine

Durée du séjour : septembre à décembre et/ou janvier à fin mai

Tél : 09.77.35.00.58

Répertoire

annonces@teamedia.fr
01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD

TOUS STYLES TOUTES QUANTITÉS

Jazz - Pop - Rock
Musique Classique
Métal - Punk
Soul - Funk - House
World
(Afrique, Antilles, Maghreb)
Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ
Jeux Vidéos - Consoles

Déplacement en France avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH



www.liberation.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL

Libération

SARL au capital

de 23 243 662 €

113, avenue de Choisy,

75013 Paris

RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants

Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication

Dov Alfon

Directeur de la rédaction

Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Hamdam Mostafavi,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Beccuembois (spéciaux), Laure Bretton, Gilles Dhers (pilotes web), Christian Losson (enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France), Anne-Laure Barret (environnement), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (L.), Sonia Delesalle-Stolper (monde), Fabrice Drouzy (suppléments), Yoann Duval (forums), Matthieu Ecoiffier (idées), Quentin Girard (modes de vie), Cédric Mathiot (checknews), Camélia Paugam (actu), Didier Périon (culture)

ABONNEMENTS

Site : abo.libération.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ

Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET

10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION

Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)

Imprimé en France

ACPM

LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.
CPPAP: 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France

Taux de fibres recyclées :
100% Papier détenteur de l'Eco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation :

PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saura être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5553 MOYEN

9		2	4	3		8
3	4				5	
8	9		1	2		
7	5				8	4
8			1		3	9
3	9				7	1
	3	4	7	1		
2			9		8	7
4		1	2	6		5



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

2	3	4	5	6	7	8	1	9
8	1	9	4	2	3	5	6	7
5	6	7	8	9	1	2	3	4
9	5	1	2	8	4	6	7	3
3	2	8	6	7	9	1	4	5
4	7	6	1	3	5	9	8	2
6	4	2	3	5	8	7	9	1
1	9	5	7	4	6	3	2	8
7	8	3	9	1	2	4	5	6

SUDOKU 5553 DIFFICILE

9			4			8
	4				7	
6		9	2	8		3
8			6	4		5
1		5		9		6
4			3		7	
9		7	8	3		4
	8			3		7
3			1			9

9	1	4	8	3	5	6	7	2
7	5	6	9	2	1	3	4	8
2	3	8	4	6	7	5	1	9
3	6	5	1	7	2	8	9	4
8	2	9	6	5	4	7	3	1
1	4	7	3</td					

Congrès du PS Soutenu par Vallaud, Faure a le vent dans le dos

En optant à titre personnel pour le premier secrétaire sortant face à Nicolas Mayer-Rossignol, le député des Landes, dont le texte d'orientation est arrivé troisième, peut faire basculer jeudi un deuxième tour très serré.

Par
SACHA NELKEN

Boris Vallaud est du genre à prendre son temps. Pressé de toutes parts à la fin de l'année 2024 pour se lancer dans le congrès du Parti socialiste, le président du groupe rose à l'Assemblée nationale a attendu le mois de mars pour entrer dans la bataille. Après le vote sur les textes d'orientations du 27 mai lors duquel il est arrivé en troisième position avec près de 18% des voix, le Landais ne s'est, une nouvelle fois, pas empressé d'agir. Ce n'est que cinq jours plus tard, dimanche, qu'il est sorti de son silence. Dans une interview au *Monde*, le député a annoncé qu'il voterait pour Olivier Faure face à Nicolas Mayer-Rossignol lors du vote du premier secrétaire prévu jeudi. «Ce n'est ni un chèque en blanc ni une ardoise magique», prévient-il. Mais un sacré coup de pouce.

APPELS DU PIED

Car les résultats du premier tour de la semaine passée ont été extrêmement serrés. L'actuel patron du parti a récolté 42,21% des voix quand son rival Nicolas Mayer-Rossignol en a obtenu 40,38%. Vu le faible écart, les deux hommes ont rapidement compris que la prise de position du troisième homme, Boris Vallaud, serait décisive. L'un et l'autre se sont alors employés à multiplier publiquement les appels du pied. «Je vais chercher à rassembler l'ensemble des socialistes au-delà de leurs sensibilités, et au premier rang desquels, Boris. Parce que depuis sept ans, nous avons tout entrepris

ensemble et que nous partageons une même conception», a ainsi lancé Olivier Faure auprès de l'AFP au lendemain du vote, exhortant Boris Vallaud à le «rejoindre» pour «former une nouvelle direction». «Boris Vallaud fait la même analyse que nous sur la nécessité de réveiller le Parti socialiste. Nous lui proposons une direction commune» lança au même moment sur BFM Philippe Brun, un des principaux soutiens du maire de Rouen. Les deux camps étaient persuadés qu'en fine, le Landais les rejoindrait. S'il s'est présenté, c'est parce que le bilan de Faure ne le satisfait pas, répétaient en substance les opposants du premier secrétaire. «S'il soutenait Mayer-Rossignol, ce serait un incroyable revirement sur le fond», soufflait de son côté un proche de Faure, rappelant qu'au dernier congrès Vallaud soutenait son patron. Avant de prendre sa décision, Boris Vallaud a multiplié les échanges avec les représentants des deux textes d'orientation. Notamment pour s'assurer que les idées qu'il a mises sur la table lors de la campagne – la création d'une école de formation, d'un journal, une grande consultation des militants – pourraient être reprises par les finalistes du congrès. De ce point de vue, le député des Landes dit, auprès du *Monde*, avoir «des engagements fermes d'Olivier». «Les propositions que vous avez défendues avec Unir et celles et ceux qui l'accompagnent dans ce congrès viendront assurément amplifier notre dynamique collective et nourrir notre projet pour un Parti socialiste fort au cœur de la gauche et au service des Françaises

et des Français», a d'ailleurs assuré Olivier Faure sur X dimanche soir. Et si un proche de Vallaud affirme que «toutes les issues étaient possibles» concernant le vote du chef de file socialiste à l'Assemblée, le scénario le plus probable était bien une prise de position en faveur de Faure. Les deux hommes partagent, en effet, la même ligne à propos de l'union de la gauche en vue de 2027. Tous les deux plaident pour un rassemblement allant de François Ruffin à Raphaël Glucksmann. Celui défendu par l'autre «TO» (texte d'orientation) est, quant à lui, moins large.

MEMBRES LIBRES

Si Vallaud votera Olivier Faure jeudi, ce n'est qu'un choix personnel. Surtout pas une «consigne de vote», précise-t-il. Une position déjà prise en 2011 par Arnaud Montebourg – dont le Landais a été un proche – dans le cadre de la primaire citoyenne pour la présidentielle. Celui qui deviendra ensuite ministre du Redressement productif avait alors expliqué qu'à titre exclusivement personnel il voterait pour François Hollande, sans donner de recommandation aux siens. Les membres du courant de Vallaud «Unir» sont donc libres désormais de glisser le bulletin qu'ils souhaitent dans l'urne. Vendredi, ils ont d'ailleurs publié un communiqué pour expliquer qu'[ils] ne [feront] pas toutes et tous le même choix le 5 juin pour le vote sur le premier secrétaire national puisque le groupe réunit aussi bien des personnalités qui soutenaient Faure au dernier congrès que des cadres an-

cienement pro-Mayer Rossignol. «Le plus important pour Boris c'était de préserver et respecter son collectif et les gens qui lui ont fait confiance, assure son entourage. Donc il fallait faire les choses en deux temps, bien distincts, et laisser la liberté à chacun.» Malgré l'échec de son projet consistant à réunir toute la famille socia-





Boris Vallaud et Olivier Faure, à l'Assemblée nationale, le 27 mai.
PHOTO ALBERT FACELLY

née, le député dit vouloir travailler à la rénovation de la vieille maison qui, malgré de bonnes élections européennes et législatives, a perdu son lustre d'autan. Seulement 24 000 militants ont pris part au vote du premier tour mardi, sur 39 000 inscrits. Soit le plus faible nombre d'adhérents de l'histoire des congrès du PS. ▶

Les socialistes seraient bien inspirés de rouvrir la boîte à idées

Au-delà de la bataille à laquelle se livrent Olivier Faure et Nicolas Mayer-Rossignol, on rêve d'un PS qui réfléchirait enfin à sa transformation en parti social, écologiste et populaire.

Le peu de bruit produit par le congrès du PS et la compétition qui s'ensuit entre Olivier Faure et Nicolas Mayer-Rossignol pour désigner, jeudi, un nouveau premier secrétaire, avec Boris Vallaud pour arbitre, n'est pas simplement dû au fait qu'aucun des protagonistes n'ait encore réussi à apparaître en présidentiable possible. Non, l'atonie médiatique à propos des socialistes révèle plutôt la faiblesse de leur proposition idéologique et programmatique. Le PS a des excuses puisqu'il cherche des solutions qui évitent le simplisme et la démagogie en ces temps populistes. Les socialistes subissent de plein fouet la suspicion tout à fait justifiée d'impuissance. Parti de gouvernement depuis quarante-cinq ans, incarnation, avec LR et le bloc central, du « cercle de la raison » tel que le définissait Alain Minc, il n'arrive plus à faire émerger des idées fortes, identifiables et aisément formulables. Si les électeurs lui font toujours confiance (comme à LR et aux écologistes et contrairement au RN, aux insoumis et aux macronistes) pour gérer les mairies, les départements et les régions, le PS n'apparaît plus comme le parti d'où peuvent naître des solutions à l'impuissance publique au niveau national.

Morcelé. Le Parti socialiste paraît divisé puisque les responsables se disputent la tête du parti né d'une forte incarnation mitterrandienne en 1971, mais la réalité historique révèle que le mouvement a toujours été morcelé. Ce n'était pas grave quand il était, malgré tout, puissant et que ses divisions recouvriraient aussi des lignes différentes. Dans son livre très personnel *En permanence : ces vies que je fais miennes* (Ed. Odile Jacob), Boris Vallaud, arrivé troisième au premier tour de l'élection interne, documente de façon sensible et lucide cette tension entre

« le romantisme de l'action et le désenchantement de l'impuissance ». Le député des Landes fait le constat implacable, dans sa circonscription historiquement de gauche, que le vote RN est devenu la norme populaire. « Je ne peux pas avoir raison tout seul contre les évidences électorales », écrit-il.

On rêve d'un PS qui réfléchirait à sa transformation en parti social écologiste et populaire, un combo certes complexe, au modèle à la fois soutenable et finançable qu'il pourrait élaborer. Le grand mouvement de la gauche démocratique française, héritière des premiers républicains, des radicaux, des socialistes, du CNR, de Jaurès, Clemenceau, Blum, Mendès France, Mitterrand et Rocard, pourrait par exemple,

réactualiser le solidarisme de Léon Bourgeois et explorer les possibilités économiques et sociales du mutualisme d'après-guerre. Un modèle qui fait encore ses preuves de solidité dans tout un pan de l'économie sociale et solidaire.

Les socialistes pourraient aussi s'inspirer d'autres initiatives innovantes pour proposer une troisième voie entre le capitalisme liberticide et extractiviste et les impasses maintes fois éprouvées de l'étatisme.

Dilemme. Des think tanks, des universitaires, des militants associatifs y travaillent. Mais on a l'impression que les instances partidaires socialistes ne savent pas (ou ne veulent pas) les intégrer. Pourtant, le rôle du PS devrait être – et ce n'est pas simple

BILLET

dans un monde où domine l'expression populiste et polarisée – de trouver les moyens de rapprocher les aspirations, les colères populaires et les solutions novatrices qui fleurissent dans le monde associatif et dans divers think tanks. Le PS devrait être la raffinerie des aspirations et des mécontentements populaires. Une raffinerie qui transformerait cette énergie en propositions négociables, financiables et juridiquement solides.

Au lieu de cela le débat – et les commentateurs dont je suis – tourne autour de « qui sera à la tête du PS ? » Mais comment et pourquoi avoir un avis sur cette question ? LR qui était dans le même dilemme de l'impuissance des partis dits de gouvernement a choisi de sortir de cette ornière par la facilité, en rejoignant les rives plus simples du populisme d'extrême droite ambiant.

Vivement la question tranchée que l'on puisse enfin aller au fond. Mais je divague, on ne passera pas sérieusement au programme tant que l'on n'aura pas l'incarnation pour la présidentielle. Le débat des prochains mois ne sera donc pas « comment inventer la sociale démocratie écologique ? » mais faut-il une primaire ou pas ? Misère.

THOMAS LEGRAND

CHEZ POL

Fait maison
Au comptoir
Passion archives
Le chiffre


Inscrivez-vous vite
sur libération.fr/newsletters

Chaque jour, toute l'actu politique
décryptée par Libé

DENIS ALLARD POUR LIBÉRATION



A Tsoundzou II, le 11 mai. Dans la forêt, les immigrés se trouvent loin de la vindicte des collectifs de citoyens mahorais.



D'après la presse locale, le terrain sur

Immigration A Mayotte, l'invisible camp de la honte

Faute d'hébergements, les autorités laissent des migrants survivre dans des conditions scandaleuses dans une forêt près de Mamoudzou. Et ce alors que l'accès à la préfecture a été bloquée par des Mahorais pendant plusieurs mois et qu'ils pourraient peut-être bénéficier du statut de réfugié.

Par
LAURENT DECLOITRE
Envoyé spécial à Mayotte
Photos **DAVID LEMOR**

Sous des tentes fournies par l'association Acted ou des bâches plastique, plus de 300 migrants africains vivent depuis mi-février dans une forêt de Mayotte, à l'ombre de grands ar-

bres qui ont survécu au cyclone Chido de décembre. Lorsqu'il pleut, la terre se transforme en boue qui pénètre dans les abris. Les occupants ont obtenu l'eau courante il y a trois semaines, cinq robinets près d'un champ de manioc, grâce à l'intervention d'une ONG. Mais ils ne disposent ni de latrines ni de douches.

«*Je suis obligée de faire caca au bord de la route devant mon garçon*», s'indigne Aïcha Mirindi, la trentaine, arrivée clandestinement en mars de république démocratique du Congo, comme la plupart des occupants. La jeune femme raconte avoir été violée à son domicile de Goma, une ville frontalière du Rwanda, par «des hommes armés». Cette

zone est en guerre : le mouvement rebelle M23, soutenu par le Rwanda, s'oppose au gouvernement de Kinshasa et nombreuses sont les victimes civiles. Aïcha Mirindi, comme la majorité de ses compatriotes, reste floue sur le paiement exigé par les passeurs et assure ne pas savoir où elle se rendait : «*Je suis arrivée à*

Mayotte au bout de cinq jours de navigation, couverte de boutons et sale comme un démon !» Bienvenue au camp de la «Guinguette», à Tsoundzou II, à 5 kilomètres au sud de Mamoudzou, le chef-lieu du département français. Selon leurs témoignages, les occupants ont été conduits ici en bus par les services de la préfecture, qui ne savait plus quoi en faire. D'après la presse locale, le terrain aurait été loué à des particuliers par les services de l'Etat, qui ne souhaitent pas commenter. Retour sur une situation aussi scandaleuse qu'inextricable.

Cela fait des dizaines d'années que Mayotte est confrontée à une immigration d'ampleur en provenance des Comores, voisines de 70 km.

Mais depuis 2018 environ, des migrants venus du Congo, du Rwanda, du Burundi ou de Somalie,

traversent 1000 km de mer pour fuir leur pays en guerre. Si la quasi-totalité des Comoriens clandestins sont expulsés de Mayotte, puisque leur venue est essentiellement motivée par des raisons économiques, les Africains

du continent, qui risquent la mort chez eux, ont plus de chances d'obtenir le statut de réfugié.

Aussi font-ils des demandes d'asile, ce qui les place, de droit, en situation régulière. Le temps que l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra) instruise leur dossier,

ils ne peuvent être expulsés et doivent même être logés par l'Etat français.

La préfecture de Mayotte confie ce rôle à quatre associations qu'elle rémunère pour louer 600 places d'hébergement, «destinées aux demandeurs d'asile et réfugiés», plus une centaine d'hébergements prévus normalement pour les primo-arrivants, qui n'ont encore effectué aucune démarche administrative. Mais c'est largement insuffisant, il en faudrait cinq fois plus. «Nous recevons environ 3 600 demandes d'asile par an», confirme Sébastien Denjean, directeur de l'association Solidarité Mayotte, conventionnée par l'Etat pour assurer la mission de structure de premier accueil des demandeurs d'asile. En conséquence, les associations logent ces exilés dans des hébergements normalement destinés à d'autres publics vulnérables. Sur les 800 personnes recueillies par l'association Mlézi Maoré, «60 % sont des migrants, qui n'étaient pas à l'origine notre public cible», constate le directeur Hugues Makengo.

Préfecture débordée

Débordée par le flux d'arrivées, la préfecture vient de lancer un appel à manifestation d'intérêt pour financer 500 nouveaux hébergements d'urgence pour demandeurs d'asile. Mais rares sont les propriétaires disposés à louer pour des migrants... En attendant, la préfecture met la pression sur les associations pour «vider» le camp de la Guinguette. Mais comme le



lequel se trouve le camp aurait été loué à des particuliers par les services de l'Etat.

plaide un responsable, «on ne saurait pas où mettre les gens, on est à près de 130 % de taux d'occupation dans nos hébergements». C'est pour cette raison que les premiers migrants africains, faute de solutions de logement, ont squatté le stade de Cavani en mars 2024, avant d'en être chassés par les riverains ou envoyés en métropole par les services de l'Etat. Après le cyclone Chido, en décembre, ils se sont réfugiés dans un lycée de Mamoudzou, dont ils ont été également délogés un mois plus tard par un collectif de citoyens et les forces de l'ordre.

Même mésaventure, le 4 février, au collège de Kwalé, toujours à Mamoudzou. Un bus affrété par la préfecture les a alors déposés à Passamainty, au sud du chef-lieu. Une partie a été recueillie par l'association Coallia, les autres ont à nouveau dressé un campement de fortune au bord de la route... avant d'en être expulsés à la mi-février, la préfecture invoquant «des risques très importants d'accidents». Où les déplacer? Dans la forêt de Tsoundzou II, loin du regard des riverains et de la vindicte des collectifs de citoyens...

Dans le camp, survivent des migrants qui n'ont encore fait aucune démarche et qui sont donc expulsables, tout comme ceux qui ont été déboutés par l'Ofpra, des demandeurs d'asile qui devraient donc être logés et des bénéficiaires de la protection internationale, qui ont le droit de rester sur le territoire français mais n'ont au-

cun moyen de subsistance. C'est le cas de Lydia Ariane Kitumaini, 20 ans, visage amaigri et exténué, qui nous montre son attestation de protection subsidiaire accordée par l'Ofpra. L'Office lui a refusé le statut plus stable de réfugié, émettant des doutes sur le fait qu'un chef «wazalendo» (groupe armé soutenant le gouvernement congolais) l'ait violée dans l'épicerie où elle travaillait.

«Coup de machette»

Ces violences, les migrants africains les ont fuies pour les retrouver à Mayotte. Une plainte pour viol a été déposée récemment auprès du procureur par une femme. Un jeune et grand Somalien, aux cheveux hirsutes, ouvre sa chemise pour montrer sa blessure à l'épaule. «J'ai reçu un coup de machette lors d'une bataille avec des gars qui nous jetaient des pierres.» Kadafi Attoumani, directeur territorial de la Croix-Rouge française, complète: «Certains traînent des blessures depuis longtemps, or ils ne sont pas au bout de leur route migratoire.» La plupart rêvent en effet de partir en métropole. Mais pour cela, ils doivent finaliser leurs démarches administratives, ce qui était rendu impossible: jusqu'au 19 mai, des Mahoraises, membres du Collectif des citoyens de Mayotte 2018, empêchaient l'accès au «bureau des étrangers» de la préfecture (lire ci-contre). «Depuis octobre 2024, regrette le directeur d'une association, 2000 personnes,

potentiellement bénéficiaires du statut de réfugié, sont bloquées.»

Asifiwe, 22 ans, qui raconte avoir fui le Congo après le massacre de sa famille et la menace d'être enrôlé par le M23, va peut-être enfin pouvoir déposer son dossier. «Je suis arrivé le 10 janvier à Mayotte et depuis, j'attends. Je ne pouvais rien faire tant que la préfecture restait fermée», se désole l'ancien vendeur de crédits de téléphonie. Certains en viennent à regretter leur séjour au centre de rétention administrative (CRA), passage obligé après avoir été arrêtés lors de leur arrivée clandestine en kwassa, ces barques motorisées pilotées par des passeurs. «Au moins, là-bas, il y avait des toilettes, du courant, de l'eau et on était nourri», soupire ainsi Fabien Habimana, qui avait pu déposer, dans l'enceinte même du CRA, une demande d'asile. Las, selon l'ancien cuisinier congolais, son dossier a été mal rédigé. Il aurait bien été convoqué pour l'entretien à l'Ofpra... mais à Paris. ▶

LIBÉ.FR

Chikungunya: Mayotte passe en phase d'épidémie, annonce Santé publique France

L'évolution du niveau d'alerte fait suite à une accélération de la transmission du virus, a indiqué l'autorité sanitaire lundi.

Safina Soula, un activisme décomplexé aux relents xénophobes

La présidente du Collectif des citoyens de Mayotte 2018 a bloqué pendant des mois l'accès à la préfecture de Mamoudzou, empêchant le service immigration d'instruire les dossiers.

Des étudiants qui ne peuvent obtenir un visa pour la métropole; des étrangers en situation régulière dont le titre de séjour n'est pas renouvelé; des demandeurs d'asile qui désespèrent de voir leur dossier traité par le service immigration de la préfecture de Mayotte... Jusqu'au 19 mai, aucun d'entre eux ne pouvait accéder au «bureau des étrangers». L'accès à la préfecture, à Mamoudzou, était bloqué par une demi-douzaine de «bwénis», ces Mahoraises qui multiplient les actions contre l'immigration et l'insécurité qui touche le département d'outre-mer.

Le Collectif des citoyens de Mayotte 2018 avait déjà empêché, durant plusieurs mois, l'accès aux services de l'Etat les années précédentes. A leur tête, une agricultrice, Safina Soula, qui lutte contre ceux qu'elle désigne comme «les ennemis d'en face». Comprendre les immigrés venus des Comores, distantes de 70km de Mayotte, transportés par des passeurs sur des barques motorisées. La quadragénaire, turban noir sur la tête, proche de la droite et du RN, souhaite empêcher «la régulation massive des étrangers» et milite pour la suppression du titre de séjour territorialisé. Alors qu'en métropole, un étranger bénéficiaire d'une carte de séjour peut circuler librement dans toute la France, à Mayotte, il ne peut quitter le département. «De ce fait, les étrangers s'enracinent et nous envahissent, submergeant tous les services publics, peste Safina Soula. Nous sommes en guerre.» Lors de sa visite le 21 avril à Mayotte, Emmanuel Macron s'est bien gardé de répondre à cette revendication, portée par tous les élus de l'île.

Cow-boy. Safina Soula est consciente de sa «force» et du symbole qu'elle représente: «Nous poursuivons le combat des chatouilleuses», ces femmes qui, dans les années 1960 et 1970, bousculaient les hommes politiques et habitants favorables au maintien de Mayotte dans l'archipel comorien. Un drapeau représentant la chatouilleuse Zéna M'Déré, aujourd'hui décédée, est d'ailleurs accroché aux grilles de la préfecture.

Il y a un peu plus de deux semaines, un policier a osé repousser de la main une manifestante particulièrement virulente; la scène a été filmée, s'est répandue sur les réseaux, le Rassemblement national local a dénoncé un «comportement de cow-boy» des forces de l'ordre... «Si on nous chasse, promet Safina Soula,

ce sera la guerre civile, les Mahorais sont prêts à tout casser. Ils se sentent trahis par la France.»

Effectivement, son action est très largement soutenue par la population. Il existe toutefois des divergences entre les différents collectifs de citoyens. «Nous ne partageons pas ces méthodes musclées, qui consistent à bloquer, à faire grève et à menacer l'économie de l'île», juge ainsi Fatihou Ibrahime, président du Collectif des citoyens de Mayotte loi 1901. Son mouvement a préféré «investir le champ politique»: son ancienne présidente n'est autre qu'Estelle Youssouffa, députée Liot.

De son côté, Safina Soula n'en est pas à sa première action d'éclat. En mars 2024, elle avait campé des semaines face au stade de foot de Cavani, dans la ville préfecture, où s'étaient installés des migrants africains. La pression du collectif avait conduit la préfecture à envoyer une partie d'entre eux en métropole, à en loger d'autres dans des hébergements d'urgence... et à laisser la plupart se disperser dans la nature. En janvier, elle et ses acolytes ont contribué à déloger les migrants réfugiés, après le cyclone Chido, dans le lycée Bamana, à Mamoudzou. «On nous parle droits de l'homme, mais je pense d'abord aux droits de nos enfants, la rentrée scolaire allait commencer», se justifie la mère de quatre enfants.

Radicale. Face à «l'inaction de l'Etat», Safina Soula soutient aussi les Mahorais qui se font justice eux-mêmes. Début mai, les habitants de Vahibé, au centre de l'île, ont ainsi remis aux gendarmes des supposés délinquants qu'ils ont arrêtés. «Mais ces derniers ont été libérés et les Mahorais rappelés à l'ordre, tempête l'activiste. On ne nous reconnaît pas le droit à la légitime défense.» Radicale, Safina Soula se défend de tout racisme. «Nous avons le sens de l'hospitalité. Avant, lorsque des Comoriens arrivaient, on leur donnait un lopin de terre et ils nous aidait dans les champs. Puis ils ont fait des enfants, fait venir leur famille, construit des bidonvilles. Résultat, on ne peut plus les exproprier. On s'est fait piégé», raconte celle dont la voiture a été incendiée alors qu'elle cultivait une de ses parcelles de goyaves.

L'exécutif français multiplie pourtant les annonces sécuritaires et financières depuis des années. Le projet de loi de refondation de Mayotte prévoit ainsi une enveloppe globale de plus de 3 milliards d'euros pour mettre à niveau des infrastructures de l'île. Mais rien n'y fait. «Si on met de l'argent, estime Safina Soula, cela fera un appel d'air, et ce seront les étrangers qui en profiteront.» «Lassée», elle a donc décidé avec ses acolytes de libérer l'accès à la préfecture, mais reste sur la même obsession: «Je ne veux pas un centime, je veux qu'on nous débarrasse des clandestins!»

L.De. Envoyé spécial à Mayotte

Cyberguerre

Un campus pour «inverser le rapport de force»

Au sein d'un même bâtiment à La Défense, agences ministérielles, entreprises, militaires ou hackers travaillent sur la cyberdéfense pour contrer ce que le gouvernement désigne comme «le nouveau visage d'une guerre silencieuse menée par la Russie contre la France».

Par
LAURENCE DEFRAZOUX
 Photos **DENIS ALLARD**

Avec ce mini-ordinateur à 35 euros, je peux capter le signal envoyé par les valves des pneus de la voiture d'un général, savoir quand il se déplace.» Gaël Musquet a tout de Q, le génial inventeur qui fournit les gadgets à James Bond. Entre les murs de verre du Campus Cyber, dans le quartier de La Défense à Puteaux (Hauts-de-Seine), près de Paris, il nous met entre les mains un récepteur de télé, une clé USB radio logicielle et le fameux Raspberry Pi, un ordinateur de la taille d'un jeu de 52 cartes: «N'importe qui peut se faire passer pour la valve d'un pneu, faire croire à l'ordinateur de bord qu'ils sont crevés ou en feu, et perturber le convoi. Les armées utilisent des véhicules civils dont les pièces détachées n'ont pas été conçues dans les règles de l'art cyber. Si les militaires ne savent pas ce qu'ils émettent, il y a danger», alerte le hacker, dont la devise est «mesurer, c'est savoir». Météorologue de formation, la passion de Gaël Musquet, 44 ans, est de débusquer les failles dans les systèmes des voitures, des bateaux ou des avions. «Je voulais faire de l'astrophysique, mais il n'y avait pas d'observatoire sur mon île, en Guadeloupe. En revanche, on avait des ouragans. Alors, je me suis spécialisé dans la conception des capteurs météo, leur installation, leur déploiement sur le terrain et dans l'espace pour la prévention des catastrophes naturelles. La question du matériel, considérée comme moins noble, est trop souvent négligée. Or, en cyber, c'est mortel.»

Gaël Musquet présidait OpenStreetMap France, une carte coopérative libre, quand le ministère des Armées a commencé à s'intéresser à ses activités. «J'ai été identifié comme la personne à appeler quand il y avait des sujets de terrain ou de matériel.» En 2016, ce fils de témoins de Jéhovah et ancien objecteur de conscience accepte de rejoindre la base aérienne 105 d'Évreux (Eure). Durant trois ans, il travaille avec les geeks de l'armée de l'air. Depuis, il est persuadé que le monde militaire doit s'ouvrir davantage aux solutions simples et bon marché que peut lui apporter la société civile. Et qu'il y a urgence.

«Les menaces sont à un niveau élevé», assurait le général Philippe Susnjara, commandant de la DRSD, le service de renseignement du ministère des Armées, lors d'une rare conférence de presse en avril: «Des cybercriminels agissent comme sous-traitants de l'Etat russe. A chaque fois que Moscou considère que la France mène des actions en Ukraine qui lui sont hostiles, la réponse est automatique. Il n'y a pas de barrière entre les actions physiques, informationnelles ou logicielles..»

C'est pour développer la culture cyber, en rapprochant sous le même toit tous ceux qui

peuvent être concernés, que le Campus Cyber a été créé il y a trois ans. Cette structure privée, dont l'Etat détient tout de même 40% du capital, abrite des bureaux de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi), de la DGSI et de la DGSE, d'une bonne moitié des entreprises du CAC 40, des start-up, des écoles d'ingénieurs, des chercheurs. On y croise des militaires et des délégations étrangères. Le ministère de l'Intérieur occupe tout un étage. Des groupes de travail étudient, par exemple, le renseignement cyber ou la gestion de crises. Les amphithéâtres accueillent des «bug bounties», initiés par l'Etat, où des entreprises comme Doctolib ou Blablacar paient des hackers éthiques pour qu'ils testent la résistance de leurs systèmes en s'engageant à ne pas communiquer sur les failles.

«SE METTRE DANS LA TÊTE DES ATTAQUANTS»

«La diversité des cultures est indispensable pour se mettre dans la tête des attaquants et anticiper les réponses, explique le directeur général délégué du Campus Cyber, Yann Bonnet, à l'origine du projet. Nous devons être agiles, capter l'innovation civile et réduire notre dépendance à des acteurs extra-européens.» Un tiers de la surface des treize étages du Campus sont des espaces communs.

«L'idée est de créer une intelligence collective pour inverser le rapport de force par rapport à ceux qui nous attaquent. C'est un lieu unique en Europe, qui inspire des initiatives au niveau mondial. L'Inde, les Etats-Unis, l'Allemagne s'y intéressent. Une de nos missions est l'éducation et la formation. Dans le cyber,



Le Campus Cyber, à Puteaux (Hauts-de-Seine), le 27 mai.



Yann Bonnet, directeur général délégué du Campus Cyber.



Gaël Musquet, 44 ans, météorologue de formation et hacker éthique dont la passion est de débusquer les failles dans les systèmes.

60 000 postes ne sont pas pourvus en France, et 3,5 millions dans le monde.» Or, les attaques se multiplient. Dans un rapport publié le 27 avril, l'Anssi affirme que le groupe APT28, actif depuis au moins 2004, mène des intrusions ou des tentatives d'intrusion depuis quatre ans dans les réseaux de ministères, de collectivités territoriales, d'entreprises de la défense et de l'aérospatiale ou des instituts de recherche.

Dans un clip digne d'un thriller, le ministère des Affaires étrangères dénonce «*le nouveau visage d'une guerre silencieuse menée par la Russie contre la France*», «*avec aux commandes les agents du GRU, le service de renseignement militaire de la Russie*». Parfois appelés «Fancy Bears» («ours fringants»), les pirates s'étaient fait remarquer en 2015, en attaquant la chaîne TV5 Monde, en se faisant passer pour un groupe islamiste. Le secteur est un axe majeur de la loi de programmation militaire votée en 2023, avec un objectif de 5 000 cybercombattants en 2030, contre 4 000 actuellement.

Le ministère de la Défense organise des exercices militaires où des blindés de 24 tonnes sont piratés avec des télémètres de géomètre à 70 euros. Mais, à l'image de la société française, le milieu ne semble pas avoir encore pris la mesure de l'ampleur de la cybercriminalité, dont le chiffre d'affaires dépasse celui du trafic de stupéfiants et de la contrefaçon réunis. Pour sensibiliser aux procédures à suivre en cas d'hameçonnage, le ministère des Armées a envoyé 11 500 faux mails à son personnel. Le nombre de clics sur le lien douteux qui promettait un remboursement de mutuelle ne nous a pas été commun-

niqué. Mais, de source interne, le résultat de la campagne précédente montrait une importante marge de progression.

Pour Gaël Musquet, qui, entre autres, enseigne au pôle d'enseignement supérieur Léonard-de-Vinci, le Campus Cyber est un terrain de jeu idéal. On le suit au sous-sol, dans sa Toyota, à laquelle il a ajouté un ordinateur de conduite autonome en détournant l'équipement de série. «*Elle me permet de travailler sur les enjeux cyber dans les véhicules. Ma voiture pourrait aller chercher des blessés toute seule ou ouvrir une voie pour le déminage*, explique-t-il. Mais elle peut aussi être utilisée comme véhicule kamikaze. Et je ne peux pas garantir à 100 % qu'elle ne nous écoute pas, tout comme mon four connecté. J'adore les machines, mais il ne faut pas leur faire confiance.»

Nous voilà sur le toit, où il a installé des capteurs pour faire du Sigint, du renseignement d'origine électromagnétique. Sur un Carré de pelouse fleurie qui domine Paris, une banale boîte en plastique recouverte d'un panneau solaire souple. Dedans, la batterie de la Dacia de sa belle-mère et 200 euros d'électronique lui permettent de surveiller tout ce qui vole au-dessus de Paris – un signal d'alerte si un drone s'approche du Campus. «*C'est mon FlightRadar personnel, conçu avec un soldat de la base d'Evreux, sourit-il. Notre objectif n'est pas de publier ces infos, mais de les analyser, et d'imaginer quelles personnes pourraient vouloir remplir le ciel de faux avions. Avec mon Raspberry Pi, je pourrais faire croire à cette antenne qu'Air Force One [l'avion qui transporte le président des Etats-Unis, ndlr] vient de passer.*» Il

surveille la dérive des satellites de positionnement GPS, Baidu, Glonass ou Galileo. Et suit sur un écran en temps réel tous les bateaux qui circulent en Ile-de-France, en captant leur signal d'identification automatique (AIS).

CYBERSÉCURITÉ DES EMBARCATIONS DES JO

Pour la cérémonie d'ouverture des JO de Paris, des assureurs lui ont demandé d'étudier la cybersécurité des embarcations. Il a pris des photos de situations à risque, radios ou modules 4G branchés sur le système de propulsion, ou connecteurs laissés sans protection, sur lesquels, assure-t-il, il suffit de brancher une interface à quinze euros pour prendre ultérieurement le contrôle du navire. «*Le cyber, ce n'est pas immatériel. On a l'impression qu'une technologie en chasse une autre, mais, à la base, il y a toujours la machine. Même avec le meilleur antivirus du monde, si tu ne maîtrises pas ton matériel, tu n'es pas protégé contre une attaque physique*», souligne le pirate éthique.

En avril, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a alerté sur la forte augmentation du nombre de vols de téléphones et d'ordinateurs appartenant au personnel du ministère. «*Le conflit ukrainien l'a montré : les cyberattaques peuvent précéder les missiles. La guerre ne se limite plus au champ de bataille, les actions cyber peuvent paralyser un pays. De l'équipement bon marché produit en masse peut changer la donne. Il faut conjuguer innovation et maîtrise, en s'appuyant sur des technologies duales comme les drones ou l'IA*», rappelle Yann Bonnet, qui fut directeur de

cabinet de Guillaume Poupart, l'ancien boss de l'Anssi.

Au Campus Cyber, des «hacking shows» démontrent comment un drone du commerce peut être piraté. Certaines machines peuvent aussi passer entre les mailles des dispositifs militaires. Comme ce quadrioptère d'une dizaine de centimètres et 45 grammes, capable de voler à 70 km/h, lui aussi fait maison. Gaël Musquet s'entraîne à le faire monter en altitude et à le faire plonger sur une potentielle cible. Et pour échapper à la détection du signal du retour vidéo et de la fréquence radio, il a commandé pour 250 euros sur AliExpress un drone filoguidé avec 3 km de fibre optique. «*Qu'il soit possible d'acheter légalement ce matériel, c'est déjà un échec. Mais encore plus quand c'est toi qui l'apprends aux gendarmes*», déplore le hacker éthique. Il ne faut pas faire peur aux gens, mais les informer. Former des jeunes et bien les payer pour qu'ils ne passent pas du côté obscur de la force.»

Parler des failles de sécurité ne risque-t-il pas de donner des idées à des geeks mal intentionnés? Gaël Musquet rappelle que dès 2012, Daech fabriquait des snipers automatisés, et qu'en Colombie, des narcotrafiquants font sauter des commissariats en transportant des explosifs par drones. «*Tout ce que je vous dis est en source ouverte. Des gens très agressifs, très motivés, avec beaucoup d'argent et d'imagination, s'attaquent aux organisations vitales de notre pays. Gouverner, c'est savoir. Si toutes les voitures connectées se mettent à tourner à droite en même temps dans Paris, cela deviendra un enjeu de défense nationale. Mieux vaut s'en occuper en temps de paix qu'en temps de crise.*»

IDEES/



Un navire de The Metals Company lors d'une campagne de recherche en eaux profondes. PHOTO AP

Il faut un tribunal international pour juger les écocides

Pour éviter des décisions comme l'autorisation d'exploitation des grands fonds marins par Donald Trump, il est nécessaire que le droit intègre la question écologique. La France doit lancer l'initiative à la conférence de Nice sur l'océan.

Le 24 avril, Donald Trump a signé un décret destiné à ouvrir l'exploitation à grande échelle des minerais des grands fonds marins, y compris en eaux internationales. Il crée ainsi les conditions d'une ruée vers ces minerais, hors de tout contrôle et sans limites. Si aucune mobilisation ne parvenait à y faire obstacle, les écosystèmes des grands fonds marins seraient déstabilisés, voire dévastés. L'ensemble du vivant marin en subirait des répercussions majeures. Le risque d'un emballement du changement climatique serait aggravé. La volonté de pro-

téger les océans émerge au plan international. Les Nations unies ont proclamé la décennie 2021-2030 «Décennie pour les sciences océaniques au service du développement durable». Une coalition pour un moratoire ou une pause de précaution sur l'exploitation des fonds marins rassemble une trentaine de pays au sein de l'Authorité internationale des fonds

Par
MARC DELEPOUVE
 chercheur associé
 au laboratoire HT2S-Cnam

marins. Les Etats-Unis n'ont pas adhéré à cette organisation forte de 170 membres, fondée en 1994. Une première conférence des Nations unies sur l'océan s'est tenue en juin 2017, à New York. Une deuxième en 2022, à Lisbonne. La troisième se tiendra à Nice, du 9 au 13 juin 2025. Le traité sur la haute mer sera à l'ordre du jour. Depuis 2023, cet instrument juridique international pour la protection des océans et du vivant marin est soumis à la ratification des Etats. La France l'a ratifié le 5 février. A ce jour, le seuil de 60 ratifications nécessaires à son entrée en vigueur n'est pas atteint. Les Etats-Unis, qui n'ont pas ratifié le traité, ne sont guère vertueux en matière de protection de notre planète commune et portent une responsabilité historique. Par habitant, ils émettent davantage de gaz à effet de serre que tout autre grand pays. Loin devant la Chine et l'Union européenne, très loin devant l'Inde, mais talonnés par la Russie. Le décret du 24 avril marque une nouvelle étape, vers le pire.

Hubris. Son application contribuerait à la mise en péril des conditions de la vie humaine sur la Terre, dans une sombre cohérence avec la politique anticlimatique de Donald Trump. Dès son investiture, le 20 janvier, ce dernier a engagé la sortie des Etats-Unis de l'accord de Paris. Puis, il a entrepris la démolition de pans entiers des sciences états-unaises du climat et de l'environnement, interdit aux scientifiques de l'Etat fédéral de participer à une réunion du Giec aux enjeux cruciaux, fermé le bureau états-unien chargé de la représentation des Etats-Unis dans la préparation des COP. Pour éviter un effondrement des conditions de la vie humaine sur la Terre, une mobilisation internationale est indispensable. C'est un enjeu capital pour toutes les populations humaines, y compris celles des Etats-Unis. Donald Trump fait obstacle à cette mobilisation, aux côtés des grandes entreprises des énergies fossiles.

Or, en 1893, le sociologue Emile Durkheim (1858-1917) définissait le crime comme un acte qui choque la conscience commune. Qui peut, en conscience, en étant dûment informé, ne pas être profondément choqué par la politique de Trump? L'histoire pourrait s'accélérer. Pour le pire, si l'hubris, la cupidité et les rapports de force brutaux dominaient toujours plus les relations entre les nations. Pour le meilleur, si la conscience com-

mune mondiale, de plus en plus choquée par les actes qui contribuent à la dévastation du système Terre, se traduisait dans le droit. Une mutation des normes du droit intégrant pleinement la question écologique est indispensable, au niveau des nations et à l'échelle internationale. Cette mutation est amorcée. En France, un code de l'environnement a été créé, une charte de l'environnement a intégré la Constitution. Dans des pays de plus en plus nombreux, des actions en justice sont intentées contre les Etats pour non-respect de leurs engagements climatiques, que ce soit au plan international, de leur Constitution ou de leur loi. Les initiatives en faveur de l'introduction du crime d'écocide dans le droit pénal, national ou international, se multiplient.

Lenteur. Une douzaine de nations ont franchi le pas. Le 21 avril 2024, le tribunal international du droit de la mer a été la première juridiction internationale à rendre un avis consultatif sur le climat. Cet avis pourra servir d'appui aux actions en justice contre un Etat. Cependant, la lenteur de cette mutation du droit contraste avec l'accélération de la dégradation du système Terre. Sur la voie du meilleur, se pose la question d'un tribunal international pour tenir le procès de responsables d'actes politiques – tels que la signature par Donald Trump du décret du 24 avril et l'ensemble de sa politique anticlimatique et écocidaire – qui, selon les connaissances scientifiques, menacent l'ensemble des populations humaines et l'ensemble du vivant. Avec la plus grande gravité, nous appelons la France à initier, lors de la conférence de Nice, une mobilisation internationale pour décider et conduire ce processus. ◀

SIGNATAIRES:
Edgar Blaustein expert en politiques énergétiques **Monique Chemillier-Gendreau** juriste **Bernard Laponche** ancien directeur général de l'Agence française de la maîtrise de l'énergie, président de Global Chance **Matthieu Latapy** chercheur, spécialiste d'Internet et des réseaux complexes, porte-parole de Sciences citoyennes **Valérie Lilette** docteure en anthropologie de l'environnement, chef de projet environnement climat **Sébastien Mabile** avocat **Gustave Massiah** urbaniste, cofondateur du Forum social mondial **Loïc Petitgirard** professeur des universités, en histoire des sciences et des techniques, directeur du laboratoire HT2S-Cnam **Isabelle Stengers** philosophe **Jacques Testart** biologiste.



REJOUISSANCES

Par
LUC LE VAILLANT

Doué et Mbappé, chacun son PSG

Comparaison des talents divers et des proximités possibles de l'ancien visage d'un PSG souvent défait et du jeune triomphateur de la Ligue des champions.

Tl faut d'abord faire litière d'une expression à la biniouserie bigote. En breton, *ma Doué benniguet* signifie «mon Dieu béni». Mais ce n'est pas parce que Désiré Doué, né à Angers, d'un père ivoirien et d'une mère française, a fait ses classes au stade Rennais que je vais l'assigner à une bretonnitude quelconque, ni que je risque de m'agenouiller devant le jeune dieu taillé à la grecque, plus qu'en menhir. Je vais me contenter de remarquer que les dons dont Doué est magnifiquement doté ont mis quelques mois de plus que ceux de Mbappé pour éclater à la vue et au su du plus grand nombre. Et que le désir que suggère son prénom a aussi pris plus de temps à s'imposer que celui qui a enrubanné Kylian M. dès son émergence.

Le récent héros du PSG, auteur de deux buts et d'une passe décisive en finale de la Ligue des champions, aura 20 ans ce mardi. L'ex-taulier parisien, parti à Madrid tenter d'obtenir le titre européen qu'il n'a pu conquérir dans sa ville natale malgré ses longs efforts, n'avait pas 20 ans quand il est devenu champion du monde avec les Bleus. Pourtant, la comparaison est inévitable entre leurs trajectoires connexes et pas encore complices tant on a là deux précocités rares, deux énergies distinctes et deux stratégies pour l'instant divergentes.

1) Le cavaleur altier et le trapu roublard

Le physique est crucial en football, n'oublions jamais cette banalité. Il

détermine potentiel, performances et longévité. Doué mesure 3 centimètres de plus que Mbappé, 1,81 m pour 1,78 m. Et pourtant, en action, le numéro 9 du Real paraît plus élancé et plus allant que le numéro 14 du PSG. Mbappé a la vitesse comme fonds de commerce, au risque de l'embardée et du dérapage après survirage. S'il n'a rien d'un lambin, Doué paraît plus stable et plus planté dans le gazon, moins vacillant dans l'effort et moins aérien dans le trafic. Le premier est sublime dans ses chevauchées au grand large, quand il époumone ses poursuivants. Le second navigue au près serré, en caboteur rusé et malicieux, habitué à dérouter ses gardes-chiourmes dans les embûches des défenses renforcées. Ce qui n'empêche pas que l'un et l'autre aient le sens du contact et de l'esquive à la fois. Mais Mbappé est plus visible, plus repérable, quand Doué semble moins déetectable, moins démonstratif.

2) Le prétendant naturel et l'impétrant récent

Doué arrive juste à maturité quand Mbappé est déjà un homme fait et un joueur admiré. Il est difficile de savoir si le plus jeune aura les mêmes ambitions et le même sens politique que le grand ancien... qui n'est âgé que de 26 ans. Comme toutes les stars, Mbappé agrège autour de lui affidés et obligés, suivreurs et servants, et repousse qui pourrait lui faire de l'ombre. Il est une puissance en place, capable de fédérer, mais aussi d'aller au bras de fer pour faire valoir ses droits sportifs et ses intérêts financiers. Pour la première fois, Doué vient d'enfiler la chasuble du sauveur et la tunique du triomphateur, alors même qu'il n'était pas certain d'être titulaire. Pourtant, il avait déjà su prendre ses responsabilités, ne tremblant pas quand il fallait transformer un penalty dans des matchs précédents.

Et voilà que, comme Mbappé, il explose au jour dit de la finale, hausse la mire quand les exigences montent et vit la pression comme un gaz hilarant et non comme une azote asphyxiante. Doué sera-t-il assez égoïste et assez impérieux pour aller au bout de son art? Ou continuera-t-il à se conformer aux désiderata castrateurs d'entraîneurs comme Luis Enrique, potentat qui supporte mal de voir une tête dépasser? Le postulant aux premiers rôles doit finir par affirmer son individualité. Le brio ne peut demeurer aux ordres, même si ce sont ceux du meilleur coach.

3) Le lancier exilé et le possible meneur

Les deux talents ont peu cohabité. Mbappé est parti au Real quand Doué est arrivé à Paris. L'équipe de France où l'un est capitaine et l'autre vient de pointer le bout de son

Doué arrive juste à maturité quand Mbappé est déjà un homme fait et un joueur admiré. Il est difficile de savoir si le plus jeune aura les mêmes ambitions et le même sens politique que le grand ancien.

nez sera le lieu de leurs possibles accordailles. Leurs registres distincts permettent de l'envisager. Mbappé se consigne aux avant-postes quand Doué apprécie de reculer.

Chez les Bleus, la retraite d'Antoine Griezmann libère de l'espace pour un lance-missiles lucide et un éclaireur à l'aise et à LED. Les admirations du duo sont assez instructives quant à leurs espoirs et à leurs philosophies du jeu. Mbappé applaudit la prestance et la prestesse du Portugais Cristiano Ronaldo. Doué préfère les arabesques et les voltes du Brésilien Neymar. J'entrevois plutôt chez Doué, athlète peu fêtard, le centre de gravité surbaissé, le pas vif et le talent précis de l'Argentin Messi. Sans oublier une allure moins voûtée et un regard plus amusé.

Il n'y a qu'en matière capillaire que les Français s'opposent vraiment. Mbappé à la tonsure d'un Playmobil au crâne dur quand Doué à la frisette follette et l'effervescence touffue. Mais inutile de trouver là matière à se faire des cheveux. ▶

SIGNÉ COCO



Le 2 avril,
à Paris.

LITTLE SIMZ

«Il y a beaucoup de force dans la vulnérabilité»

De retour avec un sixième album, «Lotus», la rappeuse anglaise prolifique et tourmentée revendique le doute et les émotions comme moteurs de création.

Recueilli par
BRICE MICLET
Photo **CAMILLE MCQUAT**

A peine Little Simz a-t-elle timidement répondu à nos salutations qu'elle baisse les yeux et retourne à sa cigarette et à ses pensées. Dans la cour d'un immeuble parisien, elle fait une pause. Son garde du corps a le regard et body langage qui ne trompent pas : tant que l'interview n'a pas démarré, pas la peine de s'attarder ou d'essayer de détendre l'atmosphère, de prendre le pouls. Advienne que pourra, et pas besoin de se formaliser puisque l'introversion de la rappeuse londonienne est bien connue, qu'elle l'a scandée au monde en 2021 avec son quatrième album, *Sometimes I Might Be Introvert*, carton international qui l'a définitivement assise comme fer de lance du rap britannique.

Et puis elle est loin de chez elle, en équipe réduite, un peu méfiante. Blessée. En mars, la presse anglaise révélait qu'elle accusait son ancien producteur, Inflo, architecte de ses plus grands succès, de l'avoir escroquée d'environ 2 millions d'euros. Une somme importante, certes, mais une amitié, une confiance et une étroite collaboration artistique balayées. Son sixième album, *Lotus*, qui sort vendredi, est imprégné de cette expérience. Sa gestation a été difficile. Simbi Ajikawo, 31 ans, actrice à ses heures, élancée, impasante, arrive, finit par s'asseoir sans pour autant baisser totalement la

garde. Et d'une voix douce, parfois difficilement audible, répond.

Votre dernier album raconte l'histoire de sa propre création, vous y rappez les difficultés à l'écrire, vous remettez en selle...

A chaque fois que je me lance dans un album, il y a des défis à relever, peu importe leur nature. Puisque j'ai déjà une discographie assez large [*six albums, sept EP et quatre mixtapes*], le public a certainement l'impression qu'il m'est aisément de créer, que la musique sort d'elle-même. Mais pas du tout. Je perds très souvent confiance en moi, je réfléchis trop, j'hésite, je me demande si je suis dans le vrai. La création me demande beaucoup de temps et est faite de choix difficiles. Pour cet album, j'ai eu envie d'enregistrer d'une autre manière, d'utiliser d'autres outils, d'explorer une autre facette de ma personnalité. J'avais l'impression d'être une petite fille en train de bâtir un monde à partir de rien. Pour autant, il a sans cesse fallu que je me rappelle à l'ancienne Simz, à ce feu, à cette colère.

Cette virulence ouvre l'album. Le titre *Thief* («voleur»), sans le nommer, s'adresse à votre ancien producteur Inflo, que vous avez accusé de vous avoir escroquée...

Thief est l'illustration d'une émotion bien réelle, la colère en l'occurrence, celle qui naît de la trahison et qui vient se traduire en musique sans presque aucun filtre. Mais l'important n'est pas le sujet même de

cette colère ou la personne et les actions qui l'ont provoquée, plutôt l'envie de hurler. Je ne pouvais plus l'intérioriser, la gérer silencieusement, il fallait qu'elle jaillisse. Il s'agit de se laisser aller à la vérité et aux émotions. Et puis, ça confère un côté très punky à l'album. J'ai toujours aimé le punk, je ne sais pas si le public avait déjà entendu cette partie de moi.

Sur l'album, vous parlez même d'emprise... Vous sentez-vous libérée? Plus libre artistiquement?

Dans un sens, oui. Je me suis surprise à penser : «Tiens, je ne savais pas que je pouvais produire un tel son, une telle musique.» *Drop 7* [son dernier EP, paru en février 2024, ndlr], par exemple, est habitué par

cette idée. C'est très électronique, très dansant, comme jamais je n'aurais imaginé pouvoir le faire. C'est une chance immense en tant qu'artiste que de pouvoir me confronter à un espace sonore que je ne connais pas et de pouvoir y évoluer sans peur. Mais il a fallu me libérer. Il y a eu des jours difficiles, des moments où j'étais au plus bas, où je me disais : «Je ne veux plus faire cet album, c'est de la merde, la musique est merdique, tout est merdique, j'en ai ras le bol.» Mais j'ai toujours mis un point d'honneur à aller tous les jours au studio. Même quand je me sentais musicalement perdue, même quand j'étais dénuée de toute confiance en moi, que je doutais de mes capacités, j'y allais. Et je donnais ce que j'avais, même si ça n'était pas grand-chose.

INTERVIEW

Etes-vous désormais plus méfiante envers l'industrie musicale? Avez-vous perdu une sorte d'innocence?

J'ai toujours été méfiante, je sais bien que c'est un business. Mais paradoxalement, je fais très facilement confiance, j'accorde presque toujours le bénéfice du doute aux gens. En tant qu'artiste, je suis guidée par mes émotions. Parfois, ça entre en contradiction avec des modes de pensée plus business. J'apprends encore. Et même si cela peut paraître naïf, je pense vraiment que ce qui ne te tue pas te rend plus fort, plus sage également. Il faut parfois être un peu secouée, extirpée de sa zone de confort pour avancer. Peut-être avais-je besoin d'une piqûre de rappel, qu'on me dise que je peux m'améliorer, que je ne sais pas certaines choses, que je ne peux pas savoir, que je n'y connais rien. Le confort est un piège. Quand je réécoute ce nouvel album, je me dis qu'il n'aurait jamais vu le jour sans la trahison et la déception.

Cet album est aussi celui d'une femme amoureuse, c'est un aspect important de votre musique aujourd'hui... Est-il compliqué de s'adonner à l'amour quand on est une artiste très demandée, très prise par le temps?

Ça l'a été par le passé. Ça va mieux aujourd'hui. Je suis une éternelle amoureuse, et je crois que même si c'est difficile, douloureux, les histoires d'amour peuvent toutes fonctionner si on le souhaite. Mais la vie

d'artiste n'est pas faite pour tout le monde. Et tout le monde n'est pas capable de partager sa vie avec un ou une artiste, c'est très particulier.

Avez-vous eu du mal à vous aimer? A accepter votre image publique?

Oui, beaucoup. A certaines périodes de ma vie, j'ai été très dure avec moi-même, peu aimante. Je ne vais pas me flageller, c'était temporaire. Il faut impérativement s'entourer de personnes capables de vous dire : «Fais attention à toi.» J'ai beaucoup de chance dans ce domaine. Et cela passe aussi par le fait d'être là pour les autres. Je suis quelqu'un de très empathique, ça en devient même parfois difficile. Je ressens des choses que je n'ai pas envie de ressentir, j'ai tendance à trop me soucier de ceux qui m'entourent. Et j'ai du mal à gérer le regard des autres, à avoir la lumière braquée sur chacun de mes mouvements, chacune de mes paroles. Je suis admirative de ceux qui parviennent à s'en foutre, à prendre cela à la légère et à jouer avec. Parce que ces personnes s'expriment justement par le regard des autres. Il y en a, évidemment, qui vont trop loin. Mais être totalement soi-même aux yeux du monde demande beaucoup, beaucoup de courage. Pour ma part, j'essaie de réservé l'aspect le plus virulent, le plus sauvage de ma personnalité, à ma musique. Ma rage demeure artistique et, dans un sens, il est presque impossible de me le reprocher. C'est pratique (rires).





Le fait d'être une rappeuse vous a-t-il parfois empêchée de paraître vulnérable?

Certainement, notamment au début. Il y a beaucoup de force dans la vulnérabilité, j'en suis persuadée. De très grands artistes paraissent très vulnérables et l'expriment avec beaucoup de force.

C'est le cas de Lauryn Hill, que vous citez régulièrement...

Oui, et même des hommes. The Notorious B.I.G. parlait beaucoup de ses tourments. Je ne pense pas que ce soit facile à faire, surtout pour un homme noir. Je ne sais pas, je ne suis pas un homme noir, je ne peux que le supposer, me baser sur des con-

versations dans lesquelles, effectivement, ressortent beaucoup de difficultés à s'ouvrir. Les entendre parler des affres de la vie sans presque aucun filtre, avec une immense honnêteté, est extrêmement inspirant. Surtout quand les à-côtés du rap peuvent être pétris d'arrogance, de fierté, d'un certain style de vie.

Il faut du temps pour transformer la vulnérabilité en force?

Oui, et de la maturité. J'ai toujours été entourée de personnes plus âgées que moi. Je suis la plus jeune de ma fratrie, je me suis imprégnée de ce que les plus grands faisaient, disaient, pensaient. Pas seulement de leur sagesse, mais aussi de leurs goûts musicaux. Il y a des gamins de 4 ans qui aiment les sushis, qui ne veulent pas seulement manger des frites et des nuggets (*rires*). Ça peut paraître stupide, mais c'est important. Et dans la musique, c'est pareil.

Pensez-vous que la musique peut soigner ceux qui l'écoutent?

J'y crois, oui. La musique est une forme artistique que l'on ne peut pas voir, que l'on ne peut que ressentir, et qui a effectivement le pouvoir de guérir.

Y pensez-vous en écrivant ? En enregistrant ?

Non. Par contre, je pense à la façon dont je vais l'interpréter sur scène. Je réfléchis de manière visuelle. Cette chanson va rendre cela visuellement, pourrait être mise en valeur de telle façon, etc. Je suis intimement persuadée que je fais de la musique pour la jouer en live, que je suis faite pour cela, que c'est ce qui m'a guidée vers cet art.

A quel point êtes-vous guidée par les désirs du public ?

Il y a un équilibre à trouver entre le contentement du public et l'énergie que je veux transmettre sur scène, la nouveauté. Les fans n'aiment pas toujours entendre des chansons

qu'ils ne connaissent pas en concert. Il faut aussi leur donner ce qu'ils sont venus chercher, ne pas jouer 15 inédits qu'ils sont incapables de reprendre en choeur.

Mais faut-il vraiment que le public attende, voire exige quelque chose des artistes ?

Non, bien sûr, et il est dommage que ce soit devenu la norme au fil du temps, que le besoin d'être contenté par les artistes ait pris le dessus. Il devrait exister toute sorte de façon de jouer sur scène, peu importe le résultat, peu importe la satisfaction de l'audience. Mais c'est compliqué, surtout aujourd'hui.

Sur le morceau *Lotus*, vous expliquez que certains ont vu en vous une sorte de prophète, attendaient que vous portiez certains discours...

Une prophète, je ne sais pas, mais une espèce de porte-parole, oui, il y a de ça. Quoique... (*Elle hésite longuement*) Je ne sais pas. Ce que j'essaie de dire dans cette chanson, c'est que je ne suis qu'une humaine parmi d'autres. J'ai besoin de me poser et de comprendre ce qui m'entoure, ce qui m'arrive, et d'en parler en musique. Que certains exigent que je fasse autrement me dérange profondément. Je ne veux pas prendre mon téléphone et m'exprimer sur ces sujets dans un live Instagram. S'il faut que je m'exprime, je le ferai peut-être. Mais en musique, toujours. ➔

LITTLE SIMZ LOTUS ITITTLE SIMZ
(Forever Living Originals /AWAL)

LUCAS ARRUDA

Deserto-Modelo

30.04.2025 > 5.10.2025

CA
CARRÉ D'ART – NÎMES

MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN
www.carreartmusee.com

Manifestation organisée dans le cadre de la Saison Brésil-France 2025

Lucas Arruda, Untitled (Fronton che Brésiliano-Modelo [part II]), 2013. Photo : Étienne Balladur. Collection du Musée Carré d'Art.





Kader Attia au Louvre,
le 28 février. PHOTO
FLORENCE BROCHOIRE.
MUSÉE DU LOUVRE

Kader Attia au Louvre, sutures antérieures

Le plasticien dispense au musée parisien de fascinantes «leçons d'artiste» sur la façon dont notre regard est pétri par les blessures intimes et historiques que l'art peut soigner.

On demande toujours beaucoup aux artistes. Ils doivent observer le monde, créer des œuvres, enseigner en école d'art et parler de leur travail au grand public. Kader Attia sait faire tout cela, voilà pourquoi Lau-

rence des Cars l'a invitée au Louvre pour une résidence. «*Il est la personne juste*», dit de lui la directrice du musée, à l'introduction de sa première «leçon d'artiste» dans l'auditorium Michel Laclotte, en avril. Kader Attia est aussi le gamin de Garges-lès-Gonesse, dans le Val-d'Oise, enfant d'immigrés algériens qui, ado, venait seul au Louvre, aujourd'hui un artiste international reconnu, prix Marcel Duchamp 2016, installé à Berlin, professeur à Hambourg.

Durant ses dix-huit mois de résidence dans le musée parisien, le plasticien travaille à la réalisation d'une œuvre – un film, tenu secret – et à un cycle de conférences. Le fil de ses trois prises de parole, inspi-

réées par le musée, est guidé par le regard, le sien d'abord mais aussi celui des artistes, celui du public, celui qui circule sur les œuvres et à travers elles. Qu'est-ce que regarder veut dire ? Qu'est-ce donc que ce prisme, individuel et collectif, dans lequel entre un faisceau d'histoires, d'émotions, de failles, d'images, de cultures, de violence mais aussi de douceur ?

Peinture noire

«*On ne regarde jamais tout seul, on ne répare jamais tout seul*», affirme Kader Attia, qui se définit comme un «*artiste réparateur*», avec une pointe d'autodérision, lors de sa première leçon (qui ne veut pas en être une). S'ils intéressent aux crimes

«*On ne regarde jamais tout seul, on ne répare jamais tout seul.*»

Kader Attia lors de sa première «leçon» en avril

du colonialisme, aux gueules cassées de la Première Guerre mondiale ou aux victimes de violence policières, c'est parce qu'il est persuadé que les blessures, la trace des coups, les déchirures sont autant de bâties par lesquelles observer le monde. Avec les points de suture qui soignent ces plaies, Kader Attia tisse un fil d'Ariane pour un art de la réparation, un art cicatriciel. Parmi les auteurs qu'il cite – Paul Valéry, Zola, Baudelaire, Cormac Mac Carty, Barthes, Walter Benjamin, Paul Valéry, Norman Ajari et... PNL – Attia donne une place particulière à ce vers magnifique du poète persan Rûmî, maître spirituel musulman : «*La blessure est l'endroit par lequel la lumière entre en nous.*» Attia dit aussi : «*Nous sommes le fruit des traumas de nos ancêtres.*» Et quand on remonte la généalogie de l'artiste, jusque dans l'Algérie coloniale, il y a du lourd.

Le regard naît d'abord avec celle qui donne la vie. L'histoire de la mère de Kader Attia est si terrible qu'elle ouvre un boulevard à son fils. L'artiste l'évoque dans le film *la Valise oubliée* (2024) dont il montre un extrait. Orpheline, la petite fille est recueillie par un oncle qui l'asservit à Alger et l'enferme dans une pièce dont il occulte les vitres avec de la peinture noire. L'enfant gratte la peinture pour regarder à l'extérieur. L'oncle la bat pour la punir mais l'enfant recommence : observer le monde depuis ce rez-de-chaussée où vivent des gendarmes français pendant l'occupation de l'Algérie est plus fort qu'elle.

Dans l'histoire de ce regard empêché, et dans sa lutte pour mieux voir, se loge sans doute l'intérêt de Kader Attia pour la photographie («*La photographie n'est-elle pas au fond une caméra obscura/chambre noire?*») et pour l'art en général. Mi-mai, on retrouve l'artiste dans les salles rouges de l'aile Mollien du Louvre, devant *la Mort de Sardanapale* et les *Scènes des massacres de Scio* d'Eugène Delacroix, un peintre qu'il adore. «*Je ne voudrais surtout pas parler à la place des historiens d'art. Ils le font beaucoup mieux que moi. Ce qui m'intéresse, c'est de montrer comment ces tableaux sont très contemporains,*» explique l'artiste, qui a grandi entre l'impassé Matisse, la rue Claude Monet et la

rue Alfred Sisley, en Seine-Saint-Denis. «*A mes copains je n'osais pas leur dire que j'allais au Louvre, on m'aurait pris pour un ovni.*»

Dans *la Mort de Sardanapale*, où des femmes se font trucider sous le regard indifférent du tyran condamné, Kader Attia voit des féminicides et une scène de rêve psychanalytique, où se mêlent pulsions de mort et sexuelle. En face de ce chaos sensuel romantique, il évoque un film qu'il a réalisé à propos de l'affaire Théo Luhaka, un jeune homme battu et pénétré à la matraque par la police. Dans ce film (*les Héritages du corps : le corps postcolonial*, 2018), des jeunes éducateurs analysent la vidéo surveillance de l'agression policière : «*Personne ne voit la même chose mais surtout le film montre que ces scènes, les jeunes les ont déjà vécues au quotidien. Ils ont les souvenirs avant les images.*» Une violence en écho à l'histoire de l'esclavage et à ses représentations. Pourquoi parle-t-on de «*plantations*» dans les colonies alors qu'il s'agit en fait de camps de travail ?

Kanoun et narguilé

Face au tableau des *Femmes d'Alger dans leur appartement*, plus de douceur. Le regard est aussi lié à l'amour et au désir. L'artiste s'émeut de la mélancolie des visages des algériennes du tableau mais aussi des intérieurs, des objets, comme le kanoun, un brûleur d'encens, et le narguilé. «*Quand tu es élevé dans un milieu maghrébin, petit, tu vas au hammam, tu vois les femmes nues. Et puis un jour tu es chassé comme dans le film Halfaouine [de Férid Boughedir, 1990, ndlr], ton regard change. Quant au kanoun, tous les vendredis ta mère l'utilise et empête la maison pour chasser les mauvais esprits!*» La vue du kanoun sur le tableau de Delacroix fait remonter un souvenir. Lors de l'ouverture de la Colonie – bar et centre culturel que Kader Attia avait créé à Paris (il a fermé en 2020) –, la directrice est effondrée : des centaines de petites crottes noires de souris jonchent le sol. En fait, c'était la mère de Kader Attia qui avait lancé des poignées de sésame noir pour inaugurer le lieu ! Crottes de souris ou sésame noir ? Tout est une question de regard. Le Louvre est désert à présent. Un homme lustre le sol à l'aide d'une cireuse circulaire. L'usure entre les lattes du parquet s'estompe. Une bonne odeur de cire au miel flotte.

CLÉMENTINE MERCIER

«LEÇONS D'ARTISTE»

de KADER ATTIA

le 5 juin et le 25 septembre
à l'auditorium Michel Laclotte
du Louvre (75 001).

CULTURE/

«La guerre n'a pas un visage de femme»: larmes rouges

Viols, combats, invisibilisation dans l'histoire... Les engagées volontaires soviétiques de la Seconde Guerre mondiale sortent de l'ombre à Montpellier, dans une mise en scène de Julie Deliquet. Un spectacle vibrant qui résonne avec l'actualité ukrainienne.

Elles sont neuf ou plutôt dix avec Svetlana Alexievitch (Blanche Riponche), journaliste inconnue lorsqu'elle entame ce qui sera son premier livre polyphonique qui interroge la guerre vécue par les femmes, ces millions d'enrôlées volontaires à des postes très différents pour défendre «la mère Patrie», et dont le point de vue n'avait alors jamais été écouté, comme si, une fois la paix établie, elles n'existaient plus. La jeune Svetlana Alexievitch, née en 1948, recueille tous les détails omis lorsque la guerre est narrée par les hommes, en général sous l'angle de l'héroïsme et de la victoire. A sa sortie en 1985, son livre fit scandale, avant de devenir un best-seller quand Gorbatchev en fit l'éloge dans un discours. Elles sont donc neuf ou plutôt dix, dans un appartement communautaire du temps de l'Union soviétique et le public qui les regardait s'installer, apporter des chaises, ne peut s'empêcher de compter toutes les louches (de différents rouges) dans la cuisine, les égouttoirs, les bouilloires, la gazirière, les malles qui s'entassent en haut des armoires, les caisses, les lits repliés, les petites sculptures de chevaux, les prises électriques, le piano. Le regard entre dans la chambre à l'arrière-fond, pour détailler les dessus-de-lit et se rapproche des lignes de linge qui pendent sur les fils à sécher.

Rafales. Cet œil qui voyage dans l'appartement tel une caméra virevoltante grâce à la fascinante scénographie de Zoé Pautet et Julie Deliquet, on le gardera tout le long de la représentation tandis qu'au premier plan, les très différentes femmes prennent la parole, assises, puis debout, quand l'émotion les submerge, que leur corps ne tient plus en place, mû par les mots et souvenirs qui sortent en rafales. Svetlana, elle, est de côté. Elle prend des notes. La restitution théâtrale engendre la vie, provoque l'instant présent, et si chacune des actrices incarne bien une partition, ni les gestes, ni les places, ni même leurs propos ne sont fixés d'une représentation à l'autre. Evelyn Didi joue celle qui se voit comme appartenant à une espèce disparue, un «mammouth» qui ne peut renoncer totalement à son idéal et croyance au stalinisme (elle parle des «erreurs» de Staline), elle est en partie silencieuse, observante.

Le sera-t-elle tout autant les représentations prochaines ? Il faut retourner voir ce spectacle. L'urgence de la dernière création de Julie Deliquet, l'extrême réussite tiennent au jeu bien sûr et à l'incomparable matière textuelle dont les actrices se saisissent comme d'une glaise. Se remémorant la Seconde Guerre mondiale, c'est bien d'aujourd'hui dont il est question, et en particulier de l'Ukraine, par la voix de Tamara, sergent de la garde et brancardière (Marina Keltchewsky). Rien de muséifié dans ces différentes prises de paroles, où elles discutent, se contredisent, s'étouffent, et exigent de leur cadette rieuse aux longs cheveux, journaliste : «Notez, c'est très important.» Ou inversement : «Mais vous n'allez pas écrire ça, tout de même ? C'est sale, petit, réducteur.»

Avortements. Ce qui est sale ou petit, ce qui doit demeurer non dit, selon l'une d'elles (Agnès Ramy), et les autres ne sont pas d'accord, c'est le sang des règles, comment il s'écoulait, taches rouges dans la neige et maintenait raide et droit leur unique pantalon. Et le malaise profond, pour ne pas dire honte, qui a pu faire mourir quatre d'entre elles qui ont choisi, pendant un bombardement, de se précipiter dans un lac pour se rincer, plutôt que de se mettre à l'abri. Le corps féminin, objet d'embarras et de honte, même en temps de guerre ? Surtout en temps de guerre. Durant ces deux heures et demie, elles creusent au plus intime, évoque les avortements clandestins, interdits sous Staline alors que l'IVG était autorisée durant les premières décennies après la révolution apprend-on – la précision, absente du récit de Svetlana Alexievitch, est nécessaire pour le public français, tenu en haleine par le flot de paroles, l'envie de tout retenir, et l'illusion produite par l'art de Julie Deliquet que les mots ne se répèteront plus, qu'ils sont énoncés pour la seule et unique fois. Entre tous les détails omis, jamais narrés, non pas par oubli, mais par négation de l'autre, il y a le viol comme arme de guerre. Le viol, un détail ? Ni pour celles qui le subissent, et leurs voix se mêlent dans la cavalcade des récits, tandis qu'une spectatrice, prise d'un malaise, doit être évacuée, ni sans doute pour tous ceux qui le commettent, car la pièce retient le témoignage d'un homme qui après-guerre ne comprend plus comment il a pu se laisser entraîner par une dizaine d'autres à cette barbarie sur une fillette de douze ans. Ces violences sexuelles, elles n'en parlent pas tout de suite, n'ont pas les bons mots, laissent entendre, alors qu'elles disent le choc du premier homme qu'elles ont tué et leur désir absolu de combattre. On peut parler de la Guerre n'a pas un visage de femme, dernière création de Julie



La Guerre n'a pas un visage de femme. PHOTO CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE

Deliquet, présentée au Printemps des comédiens à Montpellier qui la coproduit, de manière plus frontal : c'est le meilleur spectacle de Julie Deliquet depuis *Vania*, celui qui s'accorde le mieux avec sa manière si spécifique de procéder non seulement en raison de son matériel, mais parce qu'il montre une œuvre en train d'être forgée. Dans son récit, Svetlana Alexievitch s'interroge : «Le magnétophone enregistre les mots, reproduit l'intonation. Les silences. Les sanglots et les moments de désarroi. Mais comment enregistrer aussi les yeux, les mains... Leur vie durant la conversation, leur vie propre. Indépendante.» Cette vie

propre que l'enregistrement échoue à capturer, c'est celle à laquelle donnent naissance les dix interprètes, toutes excellentes. Citons celles qui ne le sont pas déjà : Astrid Bayaha, Odja Llorca, Marie Payen, Amandine Pudlo, Julie André, Hélène Vivès.

ANNE DIATKINE

LA GUERRE N'A PAS UN VISAGE DE FEMME Adaptation du livre de SVETLANA ALEXIEVITCH m.s. de JULIE DELIQUET du 24 septembre au 17 octobre, Théâtre Gérard Philipe, Centre dramatique national de Saint-Denis (93); puis en tournée en 2026 à Nice, Grenoble, Lyon...

FURIES
FESTIVAL DE CIRQUE ET DE THÉÂTRE DE RUE

3 AU 8 JUIN 2025 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

FURIES.FR

Ortie de nulle part

Aurélie Valognes La romancière, as du «feel good», intègre progressivement le sérail littéraire.



La Fugue, son nouveau roman, figurait récemment au programme du *Masque et la Plume*, sur France Inter. Patricia Martin en a dressé l'éloge. Un autre intervenant s'est montré réservé, mais a reconnu au livre le mérite de porter Simone de Beauvoir et Virginia Woolf à la connaissance de personnes qui ne les lisent pas. Ce n'est pas le cas de tous les romans *feel good*, genre dont Aurélie Valognes est l'une des têtes de file. Depuis qu'elle a démissionné de son poste dans le marketing pour se consacrer pleinement à l'écriture, l'autrice a le temps de lire énormément : outre Virginia Woolf, elle dévore Alice Munro, Maggie Nelson, Deborah Levy, Barjavel, etc. «Je ne suis plus la même femme, plus la même lectrice, et donc plus la même écrivaine», dit-elle.

Carole Fives, publiée dans la même maison qu'elle, estime aussi que la Fugue marque «un tournant» dans la bibliographie de l'écrivaine.

Preuve supplémentaire de l'entrée progressive d'Aurélie Valognes dans le monde culturel : elle a récemment acheté la maison de Jane Birkin à Lannilis, dans le Finistère. Cette grande bâtisse située face à la mer, et dans laquelle Valognes s'enferme par moments pour écrire, accueillera bientôt en résidence des apprenties écrivaines, chaque mois de juin et de septembre. «Il y a assez de chambres pour recevoir cinq femmes

qui ont besoin d'un lieu calme pour écrire et n'ont pas les moyens de se l'offrir. Ce seront des femmes simples, comme moi», observe l'écrivaine qui, jusque-là, ne faisait «rien de particulier de son argent».

La mère d'Aurélie Valognes était agente territoriale spécialisée des écoles maternelles, son père, peintre en automobile. Elle a un frère de trois ans son cadet. Ils ont grandi à Massy, les parents ont divorcé quand elle avait 8 ans. «C'était une enfance heureuse au cours de laquelle j'avais une histoire d'amour : l'école. J'étais faite pour l'école, contrairement à mon frère auquel les profs disaient qu'il deviendrait "essayeur de matelas". Moi, je lisais les mots de la dictée une fois, et ça suffisait.»

Nous la retrouvons dans le VI^e arrondissement. Elle est à Paris pour deux jours. Dans son sac à dos (elle ne possède pas de sac à main), l'autrice aux 5 millions d'exemplaires vendus transporte ses lectures *Mon vrai nom est Elisabeth* d'Adèle Yon et *Quand viendra l'aube* de Dominique Fortier. Demain elle ira voir *Une mouette*, à la Comédie-Française, mise en scène singulière de la pièce de Tchekhov. Aurélie Valognes, petit gabarit, parle à toute vitesse, la gorge nouée. Elle redoute ce portrait. Elle est méfiante, mais elle répète : «J'ai envie de vous faire confiance. Je sais que je n'aurai jamais la validation du milieu. Je ne suis pas entrée par la bonne porte

en m'autoéditant, je n'ai pas choisi les bons titres, ni les bonnes couvertures.»

Après son bac, elle entre dans une école de commerce à Reims et travaille en alternance chez IBM, alors qu'elle a «une phobie de la technologie. [S]on ordinateur n'a pas de connexion internet, [elle] ne veut pas du numérique partout, [elle] n'aime pas les écrans ni la modernité. [Elle] aime le papier». Dans cette école, elle rencontre son mari, issu d'un milieu bourgeois : «C'est compliqué de trouver sa place dans un tel couple. Par exemple, mon mari skie depuis toujours, pas moi, et je n'aime pas ça. Nous sommes partis à la montagne, les enfants ont adoré skier. Pendant ce temps, j'écoutes l'Abécédaire de Deleuze.»

C'est à Milan, où son mari, cadre chez L'Oréal, est muté en 2012, qu'elle rédige son premier roman, le temps de retrouver du travail. Elle n'en parle à personne. Lorsque le livre est terminé, elle préfère le mettre à disposition des lecteurs sur une plateforme d'autoédition plutôt que de l'envoyer à des éditeurs, «parce qu'[elle] déteste qu'on [lui] dise non». Le titre, *Mémé dans les orties*, est une expression que son grand-père employait en la faisant précéder de «faut pas pousser...». Pour choisir la couverture, elle pense aux repas qu'il lui préparait, et lui vient à l'esprit une nappe à imprimé vichy.

Le livre numérique est remarqué par les éditions Michel Lafon, qui l'éditent. Mais c'est en format poche qu'il remporte un succès phénoménal. A ce jour, il a été réimprimé 51 fois. Véronique Cardi, qui dirige alors le Livre de poche, y est pour beaucoup, selon Aurélie Valognes. Quand l'éditrice prend les rênes de JC. Lattès, Aurélie Valognes, éditée chez Fayard, lui dit : «Nous retravaillerons ensemble.» De fait, c'est JC. Lattès qu'Aurélie Valognes vient de rejoindre pour échapper à l'extrême droite qui imprègne Fayard. «Je n'ai pas choisi la meilleure offre financière. Il y en avait de très belles», dit-elle, suggérant des sommes mirobolantes. Elle se réjouit d'être chez le même éditeur qu'Ovidie, «une femme engagée». Politiquement, il semble que Valognes vote pour les Verts puisqu'elle dit : «Lorsque Nicolas Hulot a démissionné, en 2008, j'ai fait une crise d'éco-anxiété.»

Inès, l'héroïne de *la Fugue*, envoie tout balader, y compris son mari, pour s'inventer une nouvelle existence dans une maison qu'elle achète et doit apprivoiser. La maison de Birkin, modèle de ce lieu, devient un personnage de fiction. Contrairement à Inès, Aurélie Valognes a une vie conjugale et familiale. Elle se passe à Dinard. Avec son époux, elle a deux fils de 10 et de 13 ans. Elle a «très peu d'amies». Le matin, jusqu'à 8 heures, avant d'emmener ses enfants en classe, elle écoute Guillaume Erner sur France Culture. Récemment, il a reçu Didier Eribon. L'écrivaine a beaucoup aimé *Retour à Reims*, comme elle apprécie Edouard Louis et Annie Ernaux. Ce jour-là, Eribon l'a «étonnée». Interrogé par Erner, Eribon, soutien inconditionnel de Mélenchon, a mis en doute l'honnêteté des journalistes auteurs de *la Meute*, l'enquête sur LFI, et leur a reproché de ne pas avoir interrogé Annie Ernaux et lui-même, c'est-à-dire ceux qui savent, plutôt que d'être allés chercher des membres lambda de LFI. Aurélie Valognes critique prudemment le toupet du sociologue, puis elle passe du coq à l'âne et évoque les VSS contre lesquelles elle a signé des pétitions : «Je pense que les femmes ont moins de casseroles que les hommes.» Cependant elle ne fera pas de #MeToo un roman : «Je dois rester crédible : tellement de personnes ont vécu #MeToo pour de vrai. Je n'irai pas surfer sur une mode.» Elle choisit des sujets qui «résonnent chez tout le monde». A ses débuts, elle s'emparait d'«injustices» vécues par ses proches. Le registre de *la Fugue* est plus intime.

L'entretien terminé, il faut se prêter au jeu de la séance photo. Remontée d'angoisse : «J'ai envie de faire confiance.» Il y a deux ans, au mois d'août, dans un restaurant proche du bar où nous sommes, nous avions rencontré Aurélie Valognes. Elle était venue seule à Paris pour y écrire du matin au soir. Elle logeait dans un hôtel voisin pour une quinzaine de jours. La solitude choisie et la détermination de l'écrivaine étaient intrigantes. A la fois liante et sur ses gardes, elle lisait un recueil de textes de Virginia Woolf au titre délicieux : *Quel soulagement : se dire "j'ai terminé"*. ◆

Par **VIRGINIE BLOCH-LAINÉ**
Photo **LUDOVIC CAREME. VU**

LE PORTRAIT